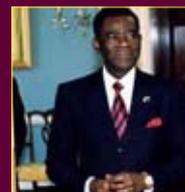




**LIBYE**  
ET MAINTENANT,  
KADHAFI, QUI  
L'ÛT CRU ?



**16 ÈME SOMMET  
DE L'UNION  
AFRICAIN**  
TEODORO OBIANG  
NGUEMA MBASOGO  
À LA BARRE !



**CÔTE D'IVOIRE**  
MÉDIATION DU « PA-  
NEL » ET LE SPECTRE  
D'UNE GUERRE CIVILE  
EN FILIGRANE



**PAUL  
CHARLEMAGNE  
COFFIE**  
APRÈS L'OIF...  
CIA!



**CRISE ALIMEN-  
TAIRE MONDIALE**  
L'AVENIR  
DE LA PLANÈTE  
S'ASSOMBRI !



**LITTÉRATURE**  
L'EXIL DE  
NDACK KANE

**MATHILDE LAFARGE**  
LANCE LA "FOOT REAL-TV"!  
1ER TOURNAGE À MALABO, EN GUINÉE EQUATORIALE

# DIASPORAS

La référence afro-caribéenne

## news

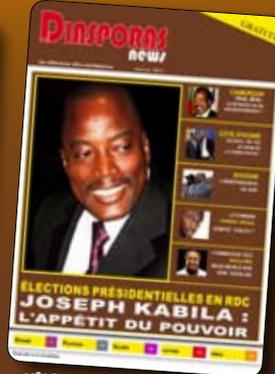
COMMUNIQUER - S'INFORMER - VISIBILITE OPTIMALE - IMPORTANTE DIFFUSION



N°17



N°16



N°15

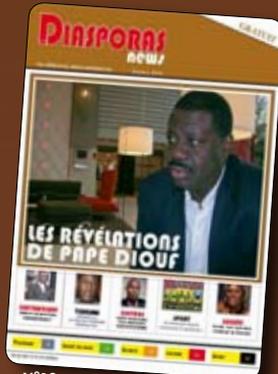


N°14



N°13

LA MEILLEURE SOLUTION POUR TOUTES VOS PUBLICITES



N°12



N°11



N°10



N°9



N°8



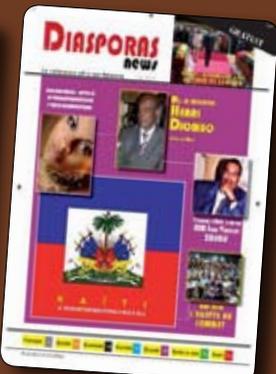
N°7



N°6



N°5



N°4



N°3

Disponible dans les grandes villes de FRANCE: Paris, Marseille, Lyon, Tours, Nice, Bordeaux, Lille, Le Havre, Nantes....  
 Ambassades, Consulats, Grandes institutions, Associations, Grands événements, Restaurants, Salons de coiffure,  
 Agences de voyages, lieux de transit (gares et aéroports)

**"SOYEZ DIASPORAS-NEWS"**

100 000 EXEMPLAIRES

Contact. Tél : +339 50 78 43 66 OU +336 34 56 53 57 [contact@diasporas-news.com](mailto:contact@diasporas-news.com)

# Signes du déclin de l'Onu

L'Organisation des Nations Unies est de plus en plus décriée et mise sur le banc des accusés. Plusieurs réflexions menées par des experts tentent de montrer ses faiblesses et ses insuffisances. 66 ans après sa création, l'Onu ne serait-elle plus en mesure d'assumer ses prérogatives à l'instar de son ancêtre, la Société des Nations (la SDN), créée à l'issue du Traité de Versailles de 1919, qui à son apogée, était compétente à veiller par exemple au désarmement, à la prévention des guerres, à la résolution des conflits par la négociation et à l'amélioration globale de la qualité de vie dans le monde ?

Créée le 26 juin 1945 à San Francisco aux États-Unis, l'Organisation des Nations Unies, selon des experts, donne des « *signes d'impuissance qui semble confirmer son incapacité à régler nombre de crises.* » Et là-dessus, ce ne sont pas les thèses qui manquent de nous convaincre.

Le professeur de droit international de l'Université libre de Bruxelles, Olivier Corten, publiait dans Le monde diplomatique en septembre 2005, les limites de l'Onu. Le dernier écrivait à juste titre « *Malgré leur rigueur, les règles introduites par la Charte n'ont pas empêché le déclenchement de nombreuses guerres en dehors des mécanismes prévus. Au nom de justes causes, l'Union soviétique et les États-Unis ont entrepris des actions militaires unilatérales en Hongrie (1956), en Tchécoslovaquie (1968) ou en Afghanistan (1979) pour la première, à Cuba (1961), au Nicaragua (années 1980), à la Grenade (1983) ou au Panama (1989) pour les seconds. (...) La fin du conflit Est-Ouest n'a régénéré ni le droit international ni l'Onu. (...) Les hostilités déclenchées par les États de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) contre la Yougoslavie, en 1999, ont montré que les grandes puissances pouvaient contourner le Conseil de sécurité (...). Cette dérive s'est renforcée après les attentats du 11 septembre 2001, la guerre contre le terrorisme lancée par les États-Unis (...). Du renversement des talibans, en l'absence d'une agression armée préalable juridiquement imputable à l'État afghan, à l'intervention en Irak de 2003, déclenchée sans autorisation du Conseil de sécurité, la guerre unilatérale a effectué un retour spectaculaire sur la scène mondiale. Les faiblesses institutionnelles de l'Onu n'expliquent qu'en partie son échec relatif. (...) L'Onu dépend ainsi de la bonne volonté de ses États membres, avec des conséquences parfois désastreuses, comme lors du retrait des casques bleus belges du Rwanda en plein génocide (1994).* »

Un constat accablant qui montre bien que depuis des décennies, l'Organisation est essoufflée et même prise en otage par les cinq grandes puissances qui ont le droit de veto. Évidemment, l'Onu n'a rien vu venir et n'a rien pu faire dans le cas du Rwanda pour éviter les massacres. Sept années après le génocide, plusieurs rapports concordants ont montré que l'organisation a été complice de la boucherie de milliers de Tutsi et de Hutu rwandais. C'est le même constat en République démocratique du Congo où la guerre a déjà fait plus d'un million de victimes en dépit de la forte présence des soldats onusiens.

Les observations d'un chef d'escadron de l'armée de terre française en disent aussi long. « *Elle tend au final, fait-il remarquer, à perdre son crédit dans sa mission pre-*

*mière, le maintien de la paix et de la sécurité internationale, domaine où elle est le plus regardée mais où elle apparaît délégitimée. Même quand l'Onu ramène la paix, elle s'avère souvent incapable d'une vraie sortie de crise.* »

On voit bien que le cas de la crise postélectorale en Côte d'Ivoire constitue, a n'en point douter, un cas d'école. Aux lendemains du déclenchement des hostilités en septembre 2002, le Conseil de sécurité a, aux termes de sa résolution 1528 du 27 février 2004, décidé de créer l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (Onuci) dès le 4 avril 2004 en remplacement de la Mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire (Munici) mise en place en mai 2003 avec comme mandat de faciliter la mise en œuvre par les parties ivoiriennes de l'accord de paix signé en janvier 2003.

Sept ans après, le bilan de l'Onuci est bien triste. Les élections présidentielles placées quasiment sous son mandat – avec la certification des résultats – censées sortir le pays de la crise ont au contraire aggravé la situation. Sauf miracle, la Côte d'Ivoire court inexorablement vers la guerre civile. Les Nations Unies viennent de montrer encore une fois leur incapacité à gérer une vraie sortie de crise.

Devant tous ces échecs retentissants, on est bien tenté de s'interroger sur l'utilité de l'Onu dès lors que sa présence sur les théâtres d'opération ne suffit plus à empêcher les conflits et les massacres des populations civiles.

Devant les nombreux défis du 21<sup>ème</sup> siècle, les réformes souhaitées par des pays comme la France pour donner une nouvelle impulsion à l'Organisation, sont peut-être nécessaires pour sa survie. Pour le président Nicolas Sarkozy, le nouvel ordre mondial recommande de nouvelles recrues au sein des membres permanents du Conseil de sécurité. « *Cela fait trente ans que l'on parle de la réforme. Je vous propose qu'on la fasse cette année en 2011 (...) ne créons pas un groupe de travail, faisons le débat et réalisons la promesse pour associer l'Afrique, le continent latino américain et d'autres partenaires à ce Conseil de sécurité...Et à ce moment-là, il n'y aura plus d'organisations concurrentes. Si le Conseil de sécurité représente le monde dans sa diversité, alors il n'y aura plus besoin d'autres organisations* » avait-il lancé lors du dernier Sommet de l'UA tenu à Addis Abeba en janvier dernier.

Cela dit, si les faiblesses de l'Onu au plan politique sont avérées, il n'en demeure pas moins que les experts donnent un blanc seing à certains de ces organismes. L'OMS tire certainement son épingle de ce naufrage programmé. Elle a montré plus d'une fois son efficacité dans l'éradication des maladies et la découverte de nouveaux médicaments. Idem pour l'Unesco qui a permis, un tant soit peu, l'accès à l'éducation à de nombreux analphabètes. La FAO, le PAM, le HCR et l'UNICEF contribuent, eux aussi, à donner quelques brins d'espoir à l'Onu. Au plan économique, le bilan du FMI et de la Banque Mondiale n'est pas moins reluisant. Ces deux organismes financiers participent, bon an mal an, à la réalisation de projets de développement dans les pays du Tiers Monde.

Clément Yao

# Edito

## DIASPORAS news

NUMÉRO 17 DE MARS 2011

DIASPORAS-NEWS

EDITÉ PAR DCS GROUP

AGENCE DE COMMUNICATION EN RELATIONS PUBLIQUES ET SERVICES

39, RUE FÉLIX FAURE 92700 COLOMBES

TEL : 09 50 78 43 66

06 34 56 53 57

FAX : 09 55 78 43 66

CONTACT@DIASPORAS-NEWS.COM

CONTACT PUBLICITÉ

06 34 56 53 57

PUBLICITE@DIASPORAS-NEWS.COM

DIRECTEUR DE PUBLICATION

THOMAS DE MESSE ZINSOU

REDACTION@DIASPORAS-NEWS.COM

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO :

CLEMENT YAO

ALEX ZAKA

LUCIEN HOUNKANLI

FAUSTIN DALI

LAMINE THIAM

DIRECTRICE COMMUNICATION POUR

L'AFRIQUE

BEATRICE SOUMAH

DIRECTRICE PROMOTION - MARKETING

- PUBLICITÉ

COURA SENE

DIRECTION ARTISTIQUE

CHRISTÈLE KARMEN DANDJOA

DÉVELOPPEMENT RÉGION RHÔNE-ALPES

DIEUDONNÉ SOME WENS

DÉVELOPPEMENT RHÔNE

VALENTIN SIKELY

DÉVELOPPEMENT DE L'HÉRAULT

BENJAMIN AKA

DÉVELOPPEMENT HAUTE GARONNE

JÉRÔME M'BOUA

DÉVELOPPEMENT ALPES MARITIMES

CHRISTIAN BOUTILLIER

DIRECTION COMMERCIALE

ORNELLA MALLET,

JEAN MARIE OULAI DE VIANNEY

CISSÉ SINDOU, MOUSSA DIOMANDE

IMPRESSION : EN FRANCE

ISSN : 2105-3928

## 16ÈME SOMMET DE L'UA À ADDIS-ABEBA



L'année prochaine, l'UA soufflera les bougies de son dixième anniversaire. Entre la déclaration de Syrte de 1999, il a fallu trois années de gestion pour accoucher d'une nouvelle institution à Durban. Tel un phénix, l'UA voulait prospérer sur les cendres de sa sœur aînée en jurant qu'on ne tomberait pas dans les mêmes travers du passé !



Le rideau vient de tomber sur la session ordinaire des Assemblées générales des Chefs d'Etat et de gouvernement du 24 au 31 janvier. Trop d'espoirs reposent sur les frêles épaules de cette instance bigarrée. Et la déception, à l'issue de chaque session, s'en va grandissante. Le sobriquet donné par le général de Gaulle de « grand machin », en jugeant l'ONU dans les années 60, conviendrait à l'Union Africaine. L'enterrement de première classe de l'OUA en 1999 part d'un bon constat : il fallait changer de logiciel pour piloter ce vaste continent à l'orée du 21ème siècle et qui plus est dans un monde globalisé et multipolaire. Œuvrer à la promotion de la démocratie, des droits de l'Homme et du développement par la création du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) ; tels sont les buts de la nouvelle Union Africaine née sur les cendres de sa grande sœur l'OUA. Sans oublier que le préalable au développement est avant tout la paix et la démocratie ! Suffit-il de changer le nom et le sigle d'une organisation pour arriver à ses fins ?

### PANAFRICANISME

Sans aller jusqu'au bout de la logique du panafricanisme initié par le visionnaire Kwame Nkrumah et ses disciples d'antan. Rappelons qu'il prônait carrément une sorte de confédération des pays

africains pour peser, un tant soit peu, sur le destin du continent à l'époque de la guerre froide et face à un monde bipolaire des années 50 et 60. Non seulement il s'est heurté au refus des anciennes puissances coloniales qui voulaient garder la main sur la richesse de leur chasse-gardée, mais il a dû également convaincre les nouveaux chefs d'Etat fraîchement indépendants. Avoir lutté des années durant au péril de sa vie contre le joug colonial et de ne pas pouvoir enfin régner, gouverner et mener aux destinées de son peuple ; on comprend mieux pourquoi l'idée du président ghanéen de créer d'emblée un pouvoir supranational n'avait pas reçu une oreille attentive de la part de ses frères et donc était d'emblée vouée à l'échec.

Créée en 1963, l'OUA était sclérosée au bout de 30 ans d'existence. Du temps de sa splendeur et puissance invitante, le guide libyen était à la manœuvre : il voulait frapper un grand coup et redorer son blason pour son retour sur la scène internationale. Au cours du Sommet de Syrte en septembre 1999, le colonel Kadhafi avait eu quelques velléités de transformer cette nouvelle organisation en « Etats-Unis » d'Afrique comme l'avait imaginé les pères du panafricanisme. Face à cette intégration globale, nombreuses sont les réticences. C'était déjà un indicateur d'un dysfonctionnement et un signe de divergence quant à la conduite des affaires du continent. L'UA naquit d'un compromis entre cette attitude cavalière du colonel Kadhafi et de la volonté plus prudente du plus grand nombre.

### UA ET LES DROITS DE L'HOMME

Conformément à la charte, il existe un Secrétaire Général permanent en la personne de l'ancien ministre des Affaires Etrangères gabonais Jean Ping.



La charte stipule également la nomination d'un président tournant avec un mandat d'une année calendaire. Le principe de désignation de ce dernier revient à chaque organisation régionale. Ainsi l'Afrique Australe c'est-à-dire la SADC vient d'achever son mandat ; ou plutôt le président malawite Bingu wa Mutharika, pays membre de ladite organisation. Le grand public juge pour le moins scandaleux la désignation du très controversé président



guinéo-équatorien Teodoro Obiang Nguema Mbasogo. Les observateurs politiques ne furent pas surpris d'une telle décision. D'abord, il a été choisi par ses pairs de la CEMAC c'est-à-dire l'organisation régionale d'Afrique Centrale. Et l'Assemblée Générale de l'UA ne fait qu'acter cette décision sans pouvoir surseoir ou obtenir un recours. Ensuite, le poids économique de ce petit confetti, producteur de pétrole fait de son chef d'Etat un partenaire incontournable. Aujourd'hui, il revendique un gouvernement tournant à la tête de la BEAC, la banque centrale des pays d'Afrique Centrale alors que ce



postes, selon une règle non-dit, revenait systématiquement au Gabon. Le gouverneur d'origine

gabonaise Philibert Andzembé, vilipendé pour sa mauvaise gestion de ses cinq dernières années, était le prétexte choisi par le président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo pour accroître son influence politique et économique. Désormais c'est le guinéo-équatorien Lucas Abaga Nchama qui gouverne la BEAC pour un mandat de sept ans.

## GUEST STARS : BAN KI MOON ET NICOLAS SARKOZY

Qu'un Secrétaire Général de l'ONU vienne honorer de sa présence un sommet de chefs d'Etat est tout à fait normal ; mais que le président Nicolas



NICOLAS SARKOZY ET BAN KI MOON

Sarkozy fasse une escale rapide à Addis-Abeba en étonne plus d'un. Prétextant de la présidence française du G20, il est venu faire un discours à la tribune à l'ouverture officielle de l'Assemblée générale. Rappelons tout de même que la France a accueilli en 2010 à Nice le Sommet Afrique-France ainsi que la célébration des cinquante ans de l'indépendance de ses anciennes colonies. Ne serait-ce que par principe de réciprocité et pour une règle de courtoisie, l'Afrique se devait de rendre la politesse. Ceci dit, le président de la République française a beaucoup à se faire reprocher en Afrique. Nul n'oubliera le fameux discours de Dakar qui stigmatise le continent en déclarant que « le problème principal de l'Afrique venait de ce que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'Histoire... ». Depuis, il ne rate pas une occasion de se rabibocher avec l'opinion africaine. Il a surtout insisté pour que la France



SARKOZY\_BONGO\_NGUESSO\_DEBY\_BIYA

soit toujours le défenseur du droit des plus faibles car il trouve inconcevable qu'un continent de 800 millions d'âmes ne puisse avoir un siège permanent au sein du Conseil de sécurité de l'ONU.

C'est une tradition diplomatique de la France, laquelle a déjà insisté auprès des pays membres du G8 comme au cours du Sommet d'Evian en 2003, pour accueillir quelques chefs d'Etat africains. Sinon, la contribution des pays industrialisés à l'aide au développement est passée sous silence. En effet, ces derniers sont tenus de verser tous les ans l'équivalent de 0,7% de leur PNB ; chiffre qu'aucun de ces pays n'a jamais atteint exception faite des pays nordiques. Quand est-il du mécanisme de financement compensatoire pour le continent africain promis lors du Sommet de Copenhague (2009) et récemment de Cancun (2010) sur l'effet des changements climatiques ?

## LA CRISE IVOIRIENNE ET LES LIMITES DE L'UA

L'écume du vent de liberté des peuples tunisien et égyptien a été ressentie dans la capitale éthiopienne. Par solidarité ou crainte de subir le même sort que leurs homologues, les chefs d'Etat n'apprécient pas trop ce genre liesse populaire. Mais le plat de résistance reste la crise postélectorale ivoirienne. Elle relève normalement du Conseil de Paix et de Sécurité (CPS), instance dirigée par l'algérien Ramtane Lamamra. On ne compte plus le nombre de personnalités du continent de bonne volonté munies de mandats ou même de par leur initiative personnelle qui se sont penchées au



BAN KI MOON BLAISE COMPAORÉ

chevet des deux frères ennemis ivoiriens. L'arbitrage de cette bicéphalie du régime ivoirien met en lumière les limites et les carences de cette organisation continentale. Il faut se rendre à l'évidence, l'UA n'a pas les moyens de ses ambitions et étale au grand jour l'incohérence de ses décisions. D'abord, le Secrétaire Général Jean Ping a fait le déplacement à Abidjan au mois de décembre dernier, portant une missive, pour demander le départ de Laurent Gbagbo. Le résultat était couru d'avance ! La procédure de médiation est à géométrie variable ; elle change au gré des intérêts des puissances régionales qui la composent. Rappelons à juste titre, que la situation malgache n'a pas encore été normalisée depuis la chute du président « businessman » Marc Ravalomanana en 2009. Pour protéger le chef de l'Etat malgache anglophile, aujourd'hui exilé à Pretoria, l'Afrique du Sud a exigé et obtenu « à ce que l'organisation régionale, la SADC en l'occurrence, seule, ait une prépondérance sur la médiation et la recherche de la solution de

sortie de crise de la Grande Ile ». Et l'UA et la communauté internationale ont accepté cette décision. Si on suit cette logique, la crise ivoirienne relève de la CEDEAO. Or à Addis-Abeba, après d'âpres discussions, l'Afrique du Sud a encore imposé la création d'un comité de cinq chefs d'Etat (Mauritanie, Afrique du Sud, Burkina Faso, Tanzanie et Tchad), au grand regret de plusieurs pays dont le Nigéria qui avait déjà laissé planer la menace d'une intervention militaire. La mission, limitée à un mois, de ce nouveau groupe est de proposer une solution contraignante aussi bien pour le président sortant Laurent Gbagbo que pour Alassane Ouattara.

## COMMENT RENFORCER LE POUVOIR DE L'UA ?

Autrement dit, comment la doter les moyens efficaces pour qu'elle puisse jouer pleinement son rôle d'arbitre ou de force d'interposition ? Le principal problème est de trouver un financement conséquent pour se doter d'une force d'interposition efficace, chargée d'appliquer les décisions politiques. Cela signifie que chaque pays membre fasse preuve d'efforts pour le versement de leur contribution ; mais face aux difficultés structurelles de chaque pays, réclamer une hausse de leur quote-part paraît rédhitoire. A ce jour, c'est en Somalie que l'UA assure une mission de paix appelée AMISSOM. Et le contingent de quelques 8.000 soldats africains n'arrive pas à circonscrire la guerre civile qui dure depuis une dizaine d'années. Et encore, l'Autorité Intergouvernementale de Développement d'Afrique de l'Est (IGAD) est financièrement soutenue par des bailleurs de fonds internationaux. Autrement, dans les autres théâtres de conflit du continent, chaque pays membre contribue en hommes selon la volonté politique et diplomatique. Le Rwanda est aujourd'hui le plus grand pourvoyeur de soldats avec pas moins de 3.000 hommes. Pire encore, le cas de la MONUSCO, la mission des Nations-Unies en République Démocratique du Congo. Les casques bleus sont composés de soldats originaires du Pakistan et de Bangladesh, loin d'être des armées d'élite de la planète.

Puissance invitante, la Guinée Equatoriale de Théodoro Obiang, accueillera le 17ème Sommet à la fin du mois de juin de cette année. L'UA va devoir se serrer un peu pour faire de la place à un nouveau pays : le Sud-Soudan a opté à plus de 98% de voix pour une séparation avec le Nord. Le référendum sera officiellement proclamé et prendra effet à partir du 1er juillet 2011. L'intangibilité des frontières, héritée de la conférence de Berlin de 1884, défendue par l'OUA en 1965 au Caire, est désormais battue en brèche. Comment empêcher des mouvements séparatistes de vouloir appliquer cette jurisprudence ?

Alex ZAKA

# Union Africaine

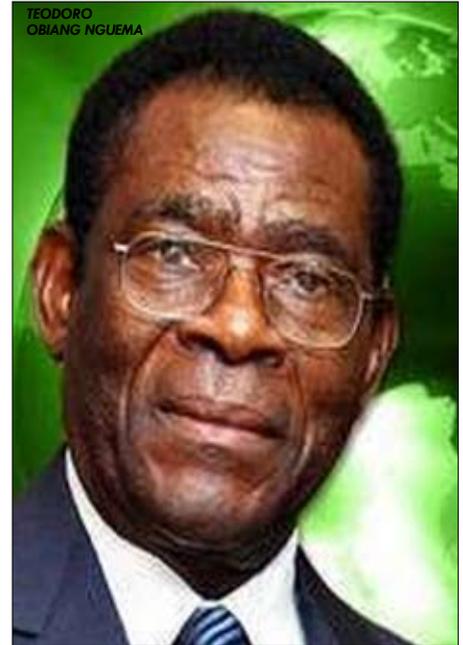
## LE PRÉSIDENT TEODORO OBIANG NGUEMA MBASOGO À LA BARRE

C'est sans surprise que le président équato-guinéen, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo a été désigné, le dimanche 30 janvier 2011 président en exercice de l'Union Africaine(UA) pour un an. Lors du 16è sommet de l'organisation panafricaine à Addis Abeba, en Ethiopie par ses pairs. Depuis cette date, il est aux commandes de l'UA jusqu'à la fin de l'année 2011. Agé de 68 ans, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo est un grand bâtisseur dont les talents sont reconnus de tous en Afrique. En si peu de temps, son pays est devenu un "Eldorado" où il fait bon de vivre grâce à la manne du pétrole découvert aux larges côtes du pays.

Demandez à tous ceux qui ont fait une fois le déplacement en Guinée Equatoriale, ils vous diront le niveau de développement sociopolitique désormais atteint de ce petit pays d'Afrique centrale, jugé jadis infréquentable par la faute de son président-dictateur Francisco Macias Nguema,

au pouvoir en 1969. Sorti de l'Académie générale militaire de Saragosse (Espagne), Teodoro Obiang Nguema fut appelé à la tête de l'armée par Macias Nguema, qui était par ailleurs son oncle. Mais officier d'honneur et de droiture, il ne voulait pas être complice du régime sanguinaire de ce dernier. Ainsi, voyant la souffrance des populations il décida de renverser celui-ci en 1979. Dès lors, il instaura un régime démocratique dans les années 82.

Aujourd'hui, tous les Equato-guinéens ne jurent que par son nom malgré des ONG et d'autres associations des droits de l'homme qui l'accusent de mal gouvernance et de non respect des droits humains. Pour les Equato-guinéens le président Obiang Nguema Mbasogo est un grand bâtisseur. Grâce à son action politique le pays possède des infrastructures immobilières et routières modernes. Partout des centres de santé, des écoles et des universités. Les populations ont accès à l'eau potable et à l'électricité. C'est



pourquoi elles s'accordent à dire que le président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, n'est pas celui que les Occidentaux présentent comme un dictateur.

Faustin Dali

## Politique

# CÔTE D'IVOIRE

## MÉDIATION DU «PANEL» ET LE SPECTRE D'UNE GUERRE CIVILE EN FILIGRANE

**Abobo flambe : guerre de communiqués entre les forces loyales et le « commando invisible » après de violents contacts. Tâche d'huile sur Treichville, Adjamé, Yamoussoukro mais aussi à l'Ouest du pays. Si l'intention était de saper la 8ème médiation internationale, on ne s'y prendrait pas autrement.**

### 1ER ACTE : 1ER ACTE : ESCALE À NOUAKCHOTT

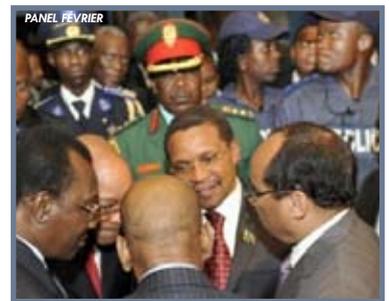


Le week-end du 20 février, le comité des chefs d'Etat était arrivé à Nouakchott, ultime étape avant leur arrivée à Abidjan. Une occasion pour eux, d'avoir une synthèse de la situation qui prévaut. En effet, afin de préparer la visite dudit comité,

des experts ont été dépêchés sur le terrain pour trouver une solution à la crise postélectorale de la Côte d'Ivoire ; et s'il le faut par la contrainte des deux belligérants.

### COMPOSITION ET DOSAGE DU PANEL

La composition et la désignation des cinq présidents de la République qui composent ce panel fut sans doute un dosage subtil entre les différentes organisations sous-régionales. L'Afrique Australe c'est-à-dire la SADC est représentée par Jacob Zuma (Afrique du Sud) et de Jikaya Kikwete (Tanzanie), ensuite l'Afrique Centrale ou la CEMAC en la personne d'Idriss Deby Itno (Tchad) ; et enfin la CEDEAO par les « régio-



naux » Mohamed Ould Abdelaziz (Mauritanie), Blaise Compaoré (Burkina Faso). Petite mention à ce dernier, qui n'a jamais ménagé ses efforts pour œuvrer à une sortie de crise chez son voisin ivoirien.



L'attitude pour le moins arrogante de Jacob Zuma lors du 16<sup>ème</sup> Sommet de l'UA d'Addis-Abeba a fait grincer des dents. Ses homologues d'Afrique de l'Ouest lui reprochent le fait que l'Afrique du Sud vienne résoudre un conflit qui n'est pas dans sa sphère d'influence. Pourtant, pour la crise malgache à la suite de l'exil forcé du Président Marc Ravalomanana à Pretoria, Jacob Zuma a lourdement insisté pour que la SADC soit le maître d'œuvre de la médiation alors que l'UA était restée très en retrait.

Depuis la fin de l'apartheid, la République d'Afrique du Sud (RSA) entend exercer son leadership sur le continent au nom de la fameuse doctrine de la « renaissance africaine ». Première puissance économique et grâce à l'aura de Nelson Mandela, la RSA était à la pointe de la gestion des conflits comme en RDC au tout début des années 2000. Par la suite, son successeur Thabo Mbeki a repris le bâton de maréchal ; il se prévaut d'avoir été un des rouages essentiels de la négociation secrète entre l'ANC et le régime d'apartheid. Ainsi, il a pu apaiser et fait signer à Pretoria en 2005 la « fin des hostilités » entre les groupes rebelles du Nord et le gouvernement de Laurent Gbagbo. Par la suite, dans la continuité de ses prédécesseurs, l'actuel président de la RSA a déjà mené la médiation interethnique au Burundi. Il entend toujours appliquer le même précepte : des solutions africaines aux problèmes africains !

De l'autre côté, le Nigéria ne se départ pas de son ambition de jouer un rôle stratégique en Afrique de l'Ouest. Lorsque le président nigérian Jonathan Goodluck opte pour une intervention militaire pour déloger Laurent Gbagbo du pouvoir, tout le monde garde en souvenir de l'épisode sierra-léonais des contingents nigériens en 1997. Avec la bénédiction

de la communauté internationale, l'armée nigérienne, sous couvert de l'ECOMOG (la force de paix ouest-africaine), voulait ramener au pouvoir le président élu Ahmad Tejan Kabbah. Ce fut un cuisant échec pour le Nigéria. Une opposition farouche faite d'une coalition des militaires et d'anciens rebelles du Front Révolutionnaire Uni (RUF) a eu raison de l'armée nigérienne. Et Freetown était à feu et à sang, des soldats nigériens ont été faits prisonniers et Lagos a été contrainte de demander du renfort et l'appui d'autres pays limitrophes. Pour ce conflit postélectoral en Côte d'Ivoire, l'option militaire préconisée par le Nigéria est cautionnée par les Etats-Unis en sous-main. La scène de théâtre qui s'est jouée à huis-clos à Addis-Abeba est la position médiane entre les deux forces sous-régionales c'est-à-dire l'Afrique du sud et le Nigéria.



Quant à la présence du président Idriss Deby comme membre du panel ? En 2006, Laurent Gbagbo s'est rendu à N'Djamena pour une visite de travail et d'amitié. Avec son homologue tchadien, ils n'ont pas manqué de dénoncer l'incapacité de l'UA à régler les conflits en Afrique. Et depuis, ils se soutiennent mutuellement car leur régime respectif a failli vaciller par la menace d'une rébellion.

Et le président Blaise Compaoré ? Longtemps soupçonné d'être un va-t-en-guerre ou plutôt de soutenir des mouvements d'insurrection contre les pouvoirs légalistes d'Afrique de l'Ouest, le chef d'Etat burkinabé s'est assagi et devenu une colombe. Il a été pratiquement impliqué dans toutes les médiations des conflits des dix dernières années de la sous-région. Et surtout de la Côte d'Ivoire depuis les années 2000. Sa dernière visite en terre ivoirienne remonte à la veille du second tour de l'élection présidentielle du mois de novembre dernier, lorsque le couvre-feu fut décrété par le président sortant Laurent Gbagbo.

Le panel est amputé d'un membre. Le président Blaise Compaoré s'est porté pâle avant

le déplacement d'Abidjan. L'autre Blaise (Blé Goudé) leader des patriotes, bombardé ministre de la Jeunesse et de l'Emploi du nouveau gouvernement de Laurent Gbagbo,



a fustigé le chef d'Etat burkinabé. Selon le Général de la rue : « Blaise Compaoré n'est pas une solution pour la crise ivoirienne. Il est le problème. Il était la base-arrière des rebelles des Forces Nouvelles de Guillaume Soro en 2002 ».

Jakaya Mrisho Kikwete, le président tanzanien, fait partie du quota « Afrique Australe » dans la composition du panel. Elu démocratiquement en 2005 et réélu pour un autre quinquennat. Il est légitime qu'il soit désigné dans ce comité dans la mesure où il a également exercé la fonction de président de l'UA en 2008. Les observateurs le considèrent comme le plus « démocrate » et le plus neutre de ce quintet.



Reste le mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz. Il a l'insigne honneur de présider le panel. Ce qui justifie l'escala de Nouakchott, lieu propice pour recueillir les solutions des experts avant le voyage à Abidjan. Arrivé au pouvoir de façon rocambolesque, cet officier général a été des deux derniers coups d'Etat qu'a connue la Mauritanie en 2005 et 2008.

## ACTE 2 : VIENDRA, VIENDRA PAS ?

Le voyage à Abidjan du panel a encore failli capoter au dernier moment. D'une part, quelques jours avant leur arrivée, un couvre-feu a été de nouveau instauré. Il fait suite à un affrontement entre les partisans d'Alassane Ouattara et les forces de l'ordre dans le quartier d'Abobo (au Nord d'Abidjan). Les autorités craignaient que la sécurité des chefs d'Etat ne soit pas assurée. D'autre part, les règles

de bienséance ou protocolaire prévues ne convenaient pas au clan Ouattara. En tant que Président « démocratiquement » élu, il lui reviendrait d'accueillir les chefs d'Etat. Alors que quelques jours avant la venue du panel, Laurent Gbagbo aurait adressé une lettre à l'UA. Il exigeait la levée de toutes les sanctions contre lui et son entourage depuis le début de la crise.

Le « terrain » a été préparé par les experts composés par l'UA, la CEDEAO et les membres du panel. C'est de la synthèse des différents protagonistes surplace que fut élaborée la solution proposée par le panel des présidents. Cette 8ème mission de bons offices en terre ivoirienne est venue avec la proposition suivante : un partage du pouvoir entre les deux hommes et l'organisation de nouvelles élections. S'agit-il de nomination d'un président et de son vice-président ou de la formation d'un gouvernement d'intérim qui ira jusqu'aux élections ?

Le président sud-africain a quitté prématurément le sol ivoirien le 22 février alors que ses homologues sont restés jusqu'au lendemain. Il a très peu goûté aux sifflets et quolibets que lui ont réservés les pro-Ouattara lors de son passage à l'hôtel du golf. Ces derniers mettent en doute la neutralité et l'impartialité de Jacob Zuma. En tout cas les chefs d'Etat se sont promis de se revoir à Nouakchott la semaine suivante pour arrêter les grandes lignes de leurs solutions en veillant bien de les accompagner de mesures contraignantes pour messieurs Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara.



Cette « solution » du panel des présidents a déjà été éprouvée dans deux pays d'Afrique Australe. Elle est entrain de faire jurisprudence. Après un résultat électoral très controversé en 2008, le Kenya a basculé dans la violence. Aujourd'hui, le président Mwai Kibaki cohabite avec son adversaire aux élections

présidentielles : Raila Odinga qui est devenu son Premier-Ministre. De même que lorsque Robert Mugabe fut en ballottage défavorable contre son challenger Morgan Tsvangirai du Mouvement pour le Changement Démocratique. Et cela fait maintenant deux ans que les deux adversaires ont été obligés par les médiateurs de cohabiter au sein d'un gouvernement d'union nationale. Ce contrat de mariage avait une durée limitée dans le temps. Elle a expiré le 11 février dernier et devrait nor-

malement déboucher sur une élection présidentielle. Les manœuvres d'intimidation et les arrestations arbitraires contre les partisans de premier ministre Morgan Tsvangirai réapparaissent de nouveau depuis quelques semaines à Harare. La radio d'Etat accuse nommément le chef de gouvernement de fomenter une insurrection qui fait tomber un à



un les despotes des pays arabes.

Connaissant la personnalité des deux protagonistes et compte tenu des ressentiments qui les animent l'un contre l'autre, la Côte d'Ivoire est-elle prête à vivre une longue cohabitation ?

D'un autre point de vue, le panel des présidents sape tout l'effort déployé par la CEDEAO pour asphyxier financièrement le président Laurent Gbagbo. Le gel des transferts des avoirs ivoiriens auprès de la BCEAO et la fermeture une à une des filiales de banques internationales commençaient à porter ses fruits. Le camp Gbagbo a été obligé de réquisitionner des banques et prendre possession des devises qui s'y trouvaient. Celui-ci aurait besoin d'environ 72 milliards FCFA (110 millions Euros) par mois pour payer ses fonctionnaires et les militaires.

Mais le spectre d'une guerre civile risque d'anéantir les efforts de médiation déployés pour la recherche d'une solution pacifique de crise. La contagion des affrontements vers plusieurs quartiers de la capitale touche maintenant Yamoussoukro mais également l'Ouest du pays et ne présagent vraiment rien de bon. C'est le fruit d'une impatience d'une frange radicale des deux camps qui ne croit plus en une sortie consensuelle, après la valse hésitation de plusieurs médiations. Le groupe rebelle, par mimétisme, estime-t-il que le peuple ivoirien est maintenant capable de se soulever comme l'ont fait les rues arabes ?

**Lamine THIAM**

Finally, l'Union africaine a décidé d'accorder un mois de plus au panel de cinq chefs d'Etats africains (Jacob Zuma, Jikaya Kikwete, d'Idriss Deby Itno, Mohamed Ould Abdelaziz, Blaise Compaoré) chargés de rendre des décisions contraignantes aux principaux protagonistes de la crise ivoirienne.

## SALE TEMPS POUR « LE TEMPS »

Les partisans de Laurent GBAGBO, l'ex Président Ivoirien sont dans une position très inconfortable.

Avec la fermeture de tous les robinets financiers, les suiveurs de Laurent GBAGBO ne savent plus où donner de la tête... entre les assassinats ciblés, la réquisition des entreprises privées, et l'appel à la guerre civile au quotidien sur la Radio Télévision Ivoirienne, le camp du dictateur Ivoirien déchu se spécialise en désinformation et en calomnie.

Dans sa parution du 28 février dernier, le journal « LE TEMPS », quotidien de la seconde épouse du dictateur, NADIANA BAMBA, alias NADI accuse le RHDP de préparer un complot contre le Président Sud Africain JACOB ZUMA. Leur nouvelle cible, n'est ni plus ni moins que la valeureuse chef d'entreprise, l'infatigable militante du RHDP et présidente de l'association Union pour le Développement du Peuple de Côte d'Ivoire, Madame Yolande BIOT plus connue sur le nom de Miss BIOT.

En effet, ne sachant plus quoi faire, la nouvelle méthode des fondateurs consiste à cibler des personnes qui leur tiennent tête et à les exposer à la vindicte populaire.

Sinon pourquoi inventer de tels propos si ce n'est dans le but de nuire à cette valeureuse mère de famille paisible, qui en plus, de par son entreprise fait vivre une centaine de familles en Côte d'Ivoire,

juste parce qu'elle se bat pour que la démocratie soit instaurée dans son pays d'origine et que le verdict des urnes soit respecté ?

Pourquoi calomnier juste parce que cette dame ne soutien pas Laurent GBAGBO dans son entreprise meurtrière ?

Ecrire des aberrations pareilles n'est digne ni pour la profession de journaliste ni pour des personnes qui prétendent être des démocrates.

« Il se prépare, en ce moment au 57, rue Doudeauville à Paris, métro château rouge, dans l'enceinte du commerce Queen africa, un programme de déstabilisation visant la venue du président sud-africain Jacob Zuma en France du 2 au 3 mars 2011. Selon nos sources, les préparatifs des partisans Rhdp dirigés par des Français, confectionnent des banderoles, et autres tracts à l'effigie d'Alassane Dramane Ouattara. Dans le but de boycotter le panel et surtout de honnir le président Zuma. » IN LE TEMPS DU 28 FEVRIER 2011.

Ce grossier mensonge de ce peu fiable média aurait pu passer inaperçu si les services Français qui ne négligent aucune information pour ce qui est de la sécurité des biens et des personnes sur leur territoire, ce qui est tout à fait légitime d'ailleurs dans une vraie démocratie, n'avaient pas rendu visite à Madame Yolande BIOT et perquisitionné son local commercial.

**Paul OULAI**

# NOUVEAU SERVICE AU GABON

Coinstar



transfert d'argent

ENVOI A PARTIR DE 5€

Envoi disponible  
au GABON

## ADRESSES DES AGENCES

91 Boulevard de Magenta – 75010 Paris  
75 Boulevard de Clichy – 75009 Paris  
66 Boulevard de Magenta – 75010 Paris  
123 Rue du Chemin Vert – 75011 Paris  
118 Rue de Tolbiac - 75013 Paris  
9 Rue Casimir Périer – 76600 Le Havre  
11 Rue Kervégan – 44000 Nantes  
5 Rue des Minimes – 45000 Orléans  
35 Cours de l'Yser – 33000 Bordeaux  
44 Rue de Metz – 31000 Toulouse  
39 La Canebière – 13001 Marseille  
65 Grande Rue de la Guillotière- 69007 Lyon  
18 Rue du Molinel – 59000 Lille  
10 Rue Thiergarten – 67000 Strasbourg  
2 Rue du Maréchal Joffre - 35000 Rennes

Service disponible  
aussi :

## FRAIS D'ENVOI

	De	à	prix
Sénégal			
Cameroun	1 €	50 €	5
Mali	50,01 €	100 €	8
Guinée-Bissau	100,01 €	200 €	10
Niger	200,01 €	350 €	12
Burkina Faso	350,01 €	500 €	14
Bénin	500,01 €	750 €	16
Togo	750,01 €	1000 €	20
Tchad			
Congo			
Guinée-Equatoriale	1000,01 €	et +	2%

N°VERT 0 800 555 111

Coinstar Money Transfer - CMT  
Plus 2% de remise avec la **Carte Globe**  
Demandez la auprès de nos agents,  
elle est gratuite !



## CÔTE D'IVOIRE

**AU NOM DE LA NATION, DE SES FILS, ET DE LA DÉMOCRATIE, AINSI SOIT T-IL !!!**

**Longtemps restée la locomotive économique en Afrique de l'ouest et l'unique cas de stabilité en Afrique depuis les indépendances, la Côte d'Ivoire, a basculé à la fin des années 90, dans l'instabilité, des troubles politiques, des exactions et des violations des droits de l'homme.**

La crise politique pour la succession du Président HOUPHOUËT BOIGNY, engagée en 1993 entre ses héritiers politiques, est montée d'un cran en décembre 1999 avec la mutinerie des militaires venus de mission d'Afrique centrale pour le compte des Nations Unies.



Les « jeunes gens » comme les appelait affectueusement le Général Robert GUEI ont organisé une manifestation pour le non paiement des salaires, à l'approche des fêtes de Noël.

Les dirigeants Ivoiriens d'alors avaient fait savoir à ces jeunes casques bleu du contingent Ivoirien en Centrafrique qu'il leur verserait 100 dollars par mois sur les 1000 mensuels que versaient les Nations Unies pour leur émolument mensuel les 900 autres seraient payés au pays dès leur retour de mission.

C'est donc la réclamation de cette prime bénigne qui a dégénéré et aboutit au coup d'Etat militaire qui a vu le Général Robert GUEI, l'autre héritier d'Houphouët BOIGNY, son chef d'Etat Major des Armées accéder au pouvoir le 24 décembre 1999.



En effet, au décès du Père de l'indépendance de la République de Côte d'Ivoire le 7 décembre 1993, Les acteurs politiques Ivoiriens étaient les mêmes qu'aujourd'hui.

Le Président **Alassane OUATTARA**, actuel Président de Côte d'Ivoire était le premier ministre,



Le Président **Henri Konan BEDIE**, actuel Président du RHDP (Rassemblement des Houphouëtistes pour la Dé-

mocratie et la Paix) était le Président de l'assemblée Nationale.



**Laurent GBAGBO**, le Président sortant était le Président du principal parti de l'opposition.

Le 19 septembre 2002, quand un nouveau coup d'Etat est perpétré et manqué celui là, le Général **Robert GUEI** est assassiné, le Ministre de l'intérieur aussi, la paisible politique Ivoirienne se radicalise, le pays est plongé dans la violence, dans une instabilité chronique.



De Lomé à Ouagadougou en passant par Marcoussis, Accra, Pretoria, la communauté Internationale a usé de tout son poids pour aider la Côte d'Ivoire.

Les acteurs politiques Ivoiriens ont mis 8 années pour remettre la souveraineté au peuple en organisant des élections justes, transparentes et crédibles.

Ce long (5 ans) processus électoral aux coûts pharaoniques ( 300 milliards de Fcfa) les élections les plus chères au monde... proportionnellement au nombre d'électeurs, a été possible grâce au concours logistique et financier des Nations Unies, de l'Union Européenne, du Japon et bien d'autres pays...

La suite est connue de tous.

Les chiffres officiels de la Commission Electorale Indépendante à l'issu du 2e tour des élections Présidentielles sont les suivants :

Nombre d'inscrits : 5 725 721  
 Nombre de votants : 4 689 366  
 Bulletins nuls : 991 47  
 Suffrages exprimés: 4 590 219  
 Taux de Participation : 81,12%

**Ont obtenus :**

GBAGBO Laurent : 2 107 055 soit 45,90%  
 OUATTARA Alassane : 2 483 164 soit 54,10%

Ses chiffres ont été bien entendu certifiés par les observateurs et les Nations Unies comme le prévoyaient les accords de Pretoria.

Je ne souhaite pas commenter d'avantage le li-



tige entre les deux camps mais il s'agit pour moi, Ivoirien, de situer le contexte, l'origine de cette crise et de faire savoir mon point de vue.

Le mercredi 26 janvier 2011, exactement 10 ans et 3 mois jour pour jour après l'accession de Laurent GBAGBO à la magistrature suprême de la Côte d'Ivoire dans les conditions que lui-même a qualifié de calamiteuses, M.AHOUA Don Mello, le porte parole du gouvernement de M. Laurent Gbagbo a fait savoir sur les antennes de la radio anglaise, BBC, que Monsieur GBAGBO a insisté, au cours de sa rencontre avec le Chef de l'Etat Malawite, Ngawazi Bingu Wa Mutharika le Président de l'Union Africaine (UA) d'alors, que les bulletins de vote soient recomptés.

Une proposition qui intervient plus de 2 mois après le scrutin...

Les votes des citoyens ont été annulés dans les départements de Bouaké, Korhogo, Ferkessedougou, Katiola, Boundiali, Dabakala, Séguéla, Botro, Niakaramandougou, Kouto, Ouangolodougou, Sinématiali et Kani.

Des départements tous très favorables au Président Alassane OUATTARA comme l'attestent les résultats du premier tour du scrutin présidentiel alors que dans tous ces départements où les votes ont été annulés par le conseil constitutionnel, il n'y a pas eu mort d'hommes et la régularité du scrutin est incontestable comme l'attestent tous les observateurs contrairement à des zones comme Oumé ou il y a eu des affrontements et des morts pendant le scrutin ce qui n'a pas empêché le conseil constitutionnel de valider les résultats.

Au delà de toute polémique, alors que l'économie du pays est entrain de s'effondrer après la fermeture de plusieurs banques dont Access Bank, la Standard Bank, Bank of Africa (BOA), la City Bank et la Banque internationale pour le commerce et l'industrie en Côte d'Ivoire (BICICI, groupe BNP Paribas), la filiale ivoirienne du second groupe bancaire français, la Société générale de banque en Côte d'Ivoire (SGBCI), que le peuple souffre et que ce bras de fer inutile pèse sur toute la sous région, je pense qu'une des solu-

tions de sortie de crise en Côte d'Ivoire est tout simplement de poursuivre le processus électoral.

Il s'agit de l'organisation des élections législatives qui sont prévues dans le processus ainsi que les élections municipales.

La meilleure façon pour le Président sortant de prouver sa bonne foi en lieu et place de prendre les Ivoiriens en otage ne serait-il pas de faire une excellente campagne pour les législatives, d'avoir une réelle majorité parlementaire pour imposer à son rival une cohabitation de fait et par la même occasion avoir un réel contre pouvoir pour les 5 prochaines années ?

Cette option, si elle était bien étudiée et surtout appliquée par le camp du président sortant, permettrait de mettre un terme à la crise postélectorale qui dure depuis novembre 2010 et qui affecte dangereusement toutes les catégories sociales de notre pays. Elle contribuerait également à consolider les bases de notre jeune démocratie qui balbutie dangereusement et qui pourrait affecter le reste de la sous région ouest Africaine et peut être même de l'Afrique toute entière.

Il est vrai que nous avons en Côte d'Ivoire un régime présidentiel mais c'est aussi le cas dans les grandes démocraties comme celle des USA ou de la France.

Avoir une majorité parlementaire pour le camp de Laurent GBAGBO lui permettrait d'imposer un premier ministre de son choix et surtout de gouverner les 5 années de la législature.

Ce cas s'est présenté en 1986 et en 1997 en France où la cohabitation a duré 5 années à chaque fois et aussi en 2010 aux USA où le Président OBAMA a été contraint par le congrès, lorsqu'il a perdu la majorité à l'élection de mi mandat, de composer avec les Républicains comme l'avait fait avant lui le Président Bill CLINTON.

Ne serait-ce pas pour nous Ivoiriens, pour nous Africains, une façon plus responsable, de créer un environnement démocratique, de le consolider, et de le pérenniser dans nos jeunes Nations et ainsi léguer un héritage saint aux générations futures en lieu et place de recourir systématiquement aux armes ?

**Paul OULAI.**

## LIBYE

### ET MAINTENANT, KADHAFI, QUI L'ÊT CRU ?

**Parmi les pays du monde arabe en ébullition, la Libye de Mouammar Kadhafi était considérée comme une citadelle imprenable. Et pourtant, l'histoire se dessine au quotidien sous nos yeux ! Bizarrement, les pays africains ne sont pas associés à l'hahali international. Avions-nous beaucoup de choses à nous reprocher de cette relation inextricable ?**



#### SON PEDIGREE

Mouammar Kadhafi est-il le fils d'un pasteur nomade ? Ou selon la rumeur jamais démentie, le fils d'un aviateur corse dont l'avion avait été abattu au dessus du désert libyen pendant la seconde Guerre Mondiale ? Il serait le fruit d'une liaison

du pilote rescapé avec une des femmes de la tribu des Kadhafa qui l'a recueilli. Aucune biographie, même autorisée, n'en fait mention. Pendant la monarchie, il a grandi dans une famille issue d'un milieu petit-bourgeois. Pour ce jeune ambitieux, intégrer le corps des officiers lui permettrait une ascension sociale rapide. Impatient, il a déposé le roi Idriss 1er en 1969. Du haut de ses 27 ans, le jeune capitaine, avec la complicité de quelques officiers, accède au pouvoir et se fait bombarder Colonel !

#### LE SYSTÈME KADHAFI

Et depuis, il a éliminé un à un ses anciens compagnons de lutte pour asseoir définitivement son pouvoir omnipotent. Il a érigé un système clanique composé de plusieurs ethnies ou tribus. Analyser l'Etat libyen avec des grilles de lecture d'une structure démocratique occidentale est dépourvu de sens. Il n'existe pas d'assemblée nationale ou de sénat. La doctrine du Jamahiriya (Etat des masses) est développée dans le fameux livre vert. La structure politique est organisée en comités populaires ou révolutionnaires, dont il n'est que le Guide, transformés maintenant en milices. Elle est basée sur l'allégeance et la fidélité à un clan. L'endogamie a permis de renforcer son pouvoir. Le colonel Kadhafi s'est marié traditionnellement à deux femmes de clans différents ; et de ces derniers sont choisis les chefs militaires. La famille du Guide détient le monopole de toutes les richesses dont au moins 95% est issue du pétrole et du gaz ; charge à lui ensuite de les répartir au sein des comités révolutionnaires qui font également office d'agence pour l'emploi. Même si la Libye engrange environ 25 milliards USD de recettes annuelles, la politique socio-

économique et de redistribution est quasi-inexistante. Outre la répression systématique de quelques velléités démocratiques, c'est davantage la frustration consumériste d'une jeunesse mise sous l'éteignoir qui a précipité la chute de ce régime.

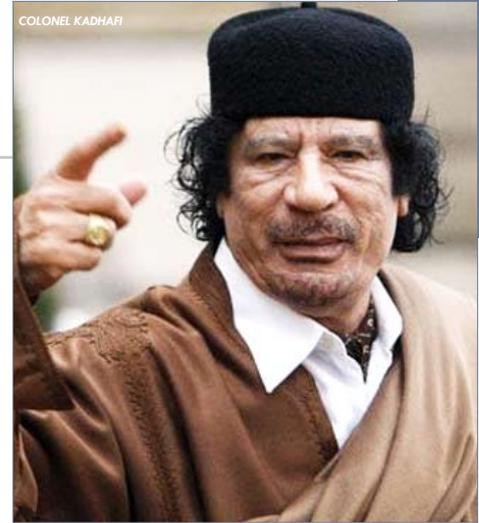
#### COMBIEN « PÈSE » RÉELLEMENT LE COLONEL KADHAFI ?



Selon la chaîne de télévision Al Djazeera, sa fortune est estimée à quelques 150 milliards USD. Alors que le juriste libyen de la CPI Hadi Shalluf part d'un raisonnement suivant : les recettes gé-

nérées par le pétrole depuis son accession au pouvoir en 1969 équivalent à 2.000 milliards USD. A cela, il suffit de défalquer les dépenses d'environ 1.500 milliards USD et le reliquat a été détourné par la famille et le premier cercle du Guide Suprême. Et depuis ce temps-là, les capitaux ont été thésaurisés grâce aux conseils de financiers occidentaux très avisés. Une partie transitait par des sociétés off-shore et même de manière tout à fait légale. Croire que les Etats-Unis et l'UE vont geler les avoirs du colonel Kadhafi relève davantage d'une opération de communication que d'une réelle volonté de le mettre hors d'état de nuire. Demander plutôt aux dirigeants italiens un audit des capitaux libyens qui sont investis dans l'économie italienne : 40% du commerce extérieur de l'Italie est le fruit d'échanges bilatéraux avec son voisin immédiat !

Du peu d'empressement des chefs d'Etat africains, pour condamner le massacre de la population civile par leur grand frère Kadhafi, est somme toute logique. Nouakchott, Bamako et Dakar ont officiellement soutenu Tripoli au début des événements avant de faire un rétropédalage pour se fendre de communiqués d'indignation. Le clientélisme libyen a sévi pendant des décennies sur tout le continent. Il existe une holding libyenne capitalisée à hauteur de 20 milliards USD uniquement destinée à contribuer au développement de l'Afrique. Sans oublier



les prêts personnels octroyés par les banques libyennes auprès de nos chefs d'Etat !

## UNE FACULTÉ D'ADAPTATION HORS-NORME

Mouammar Kadhafi a été bercé dans sa prime jeunesse par Nasser, l'homme du panarabisme et l'un des instigateurs de la conférence des non-alignés à Bandung en 1955. Avant sa mort, les deux hommes auraient eu une conversation au cours de laquelle le frère aîné lui a suggéré de se méfier des américains et des russes. Son anti-impérialisme des années 70 est le fruit de précepte. De même que son prosélytisme pour un marxisme islamique illustre sa volonté de ne pas trop s'aligner avec l'URSS. Son terrain favori pour expérimenter ses idées était le continent africain quoique son soutien, à plusieurs guérillas sud-américaines, n'ait jamais été démenti.

Les dirigeants d'Afrique noire des années 70 et 80, prêts à embrasser une autre voie pour se débarrasser du néocolonialisme et de l'emprise américaine ou soviétique, ont trouvé en la personne du Guide libyen un grand frère sur lequel on pouvait compter. Il ne ménageait pas sa peine pour nouer des relations diplomatiques, ouvrir des ambassades pour exporter la Jamahiriya. Rares sont les chefs d'Etat africains qui, après une visite à Tripoli, ne sont pas rentrés avec une petite valise bourrée de dollars. Il n'a jamais hésité à financer des projets de développement sur le continent. Des bâtiments publics, des ouvrages d'art en passant par les lieux de culte ont été construits grâce ou avec le concours de la Libye. Le financement de l'organisation du Sommet de la Communauté Economique des Etats Sahélo-Sahariens (CEN-SAD) à Cotonou en 2008 figure parmi la face émergée de l'iceberg.

La CEN-SAD qui réunit en son sein 28 pays, a été créée par la volonté de Mouammar Kadhafi. Ce tropisme africain n'a rien de naturel. Rejeté par ses frères arabes à cause de son attitude cavalière et une ambition de prendre le leadership du monde arabe, il a jeté son dévolu sur l'Afrique par le biais du pacte des pays du Sahel et du Sahara. Ce n'était qu'une première étape avant la grande offensive de charme. C'est en arborant un boubou à l'effigie des pères du panafricanisme qu'il débarqua au Sommet d'Addis-Abeba à la fin des années 90. Confiant dans l'amitié entretenue pendant des décennies auprès de ses pairs, qu'il crût pouvoir infléchir sur les décisions de l'Union Africaine. C'est ainsi qu'il a failli arriver à ses fins dans son entreprise de créer les Etats-Unis d'Afrique en 2000.

Avant de s'assagir et de coopérer avec la communauté internationale, au moment de l'avènement d'Al Qaïda, Mouammar Kadhafi défiait les occidentaux et surtout les américains. Il a souvent choisi l'Afrique comme terrain d'affrontement

contre les français. L'opération « épervier », nom du dispositif de l'armée française au Tchad, est l'héritage de ce passé révolu. Le colonel Kadhafi considérait le Nord de ce pays comme son arrière-cour. L'armée libyenne a investi pour la première fois la bande d'Aouzou en 1973. Il a toujours soutenu les mouvements rebelles du Nord pour marcher sur Ndjamen. Le Front de Libération Nationale du Tchad (FROLINAT) a toujours bénéficié de son soutien jusqu'à l'accession au pouvoir de Goukouni Oueddei. N'a-t-il pas pris sous son aile également Hissène Habré du temps où il était à la tête de rebelles Toubous ? Le Guide Suprême est venu provoquer la France en terre tchadienne entre 1983 et 1987. Ce qui a valu cette fameuse phrase de Claude Cheysson, ministre des Relations Extérieures de François Mitterrand en parlant de l'armée libyenne : « s'ils partent, nous partirons ; s'ils restent, nous resterons ». La France, ex-puissance coloniale, par ses accords de défense, protégeait le régime d'Hissène Habré en place à Ndjamen en imposant une ligne de démarcation entre le Nord et le Sud, au 16ème parallèle.



L'attentat contre le DC 10 de la compagnie française UTA en 1989 illustre encore une fois l'humiliation que Mouammar Kadhafi entend faire subir à la France. L'appareil effectuant une liaison Brazzaville-Paris s'est désintégré en plein vol dans le désert nigérien avec 170 passagers à bord, dont 54 ressortissants français. La Libye n'a jamais voulu reconnaître sa responsabilité dans l'attentat. Toutefois en 2004, la Fondation Kadhafi a indemnisé les familles par le versement de 135 millions d'euros aux ayants-droit.

## LE COLONEL A-T-IL DÉLAISSÉ L'AFRIQUE ?

Son activisme au Soudan et surtout au Darfour ne s'est pas encore éteint. Mais aujourd'hui l'absence de réaction du colonel Kadhafi dans l'occupation de son bac à sable c'est-à-dire le désert du Sahara par AQMI est pour le moins surprenant. Comment peut-il admettre la présence des services spéciaux (américains, français) dans ce qu'il considère comme sa chasse-gardée ? Ce d'autant plus qu'il voue une répulsion pour Ben Laden dont la mouvance islamique internationale (l'ancêtre d'Al Qaïda) a tenté d'attenter à sa vie par trois fois dans les années 90.

## DES MERCENAIRES AFRICAINS EN TERRE LIBYENNE !

Respecté par ses pairs africains, l'homme de la

rue en Afrique est partagé entre la méfiance et l'admiration pour le personnage. Après la disparition d'Omar Bongo en 2009 et maintenant la



chute imminente de Kadhafi, les dirigeants africains perdent un autre ami capable de les sortir d'une mauvaise passe.

Alors qu'Omar Bongo évoluait dans un registre de réconciliation entre frères ennemis. Tandis que Mouammar Kadhafi, lui, est plutôt dans une autre partition : il a tour à tour entretenu les mouvements rebelles, soutenu des chefs d'Etat.



Le citoyen africain se réjouit de la chute imminente de ce dictateur. Depuis que le colonel Kadhafi a promis de coopérer

contre l'immigration massive avec ses voisins de la rive Nord de la Méditerranée, nombreux sont les candidats à l'immigration clandestine, ayant opté pour la filière libyenne, et qui en sont réduits à l'esclavage ou en déshérence dans les agglomérations libyennes. L'insurrection n'a fait qu'exacerber l'ostracisme à l'égard de nos compatriotes. La présence de prisonniers noirs dans les geôles de Bengazi, épice de la rébellion, dissipe totalement le doute sur la présence ou non de mercenaires africains.

Salif El Islam, l'un des fils du colonel Kadhafi fut chargé de recruter des soldats de fortune. Une noria d'avions les a ramenés d'Ukraine, de Serbie et des capitales africaines. Si ces contractants seront un jour jugés, il en va de leur responsabilité individuelle. Or, il existe des cas où ils ont été recrutés et formés comme faisant partie de la légion étrangère libyenne, conformément à des accords signés entre la Libye et d'autres pays comme le Tchad, le Niger. Et au plus fort de l'insurrection, les chefs d'Etat zélés et fidèles au guide libyen auraient envoyés des contingents entiers pour prêter main forte aux loyalistes de Tripoli. Une enquête de la CPI est en-cours et les responsables pourraient être traduits pour complicité de crimes de guerre à la Haye. Curieusement, le président Idriss Déby, à propos de la crise libyenne, en appelle ces derniers jours « à une certaine retenue et au dialogue ».

Alex ZAKA

**@BIDJ@N.NET®**  
Shopping

*La presse n'a jamais été  
aussi proche de vous !*



**<http://shopping.abidjan.net>**

Achetez dans le kiosque numérique d'Abidjan.net  
vos Journaux, Magazines, Livres, Musique ...

Contactez-nous pour créer votre compte Shopping :  
Côte d'Ivoire +225 20 33 49 52 / [shopping@weblogy.com](mailto:shopping@weblogy.com)

## TOGO



### TOI AUSSI MON FRÈRE ?

#### LA RUPTURE APPARENTE ENTRE FAURE GNASSINGBE ET KPATCHA GNASSINGBE N'EST QU'UN LEURRE, L'ENJEU : LA SURVIE DU RÉGIME RPT



Faure et kpatcha Gnassingbé

**P**eu avant sa déchéance, Saddam Hussein avait inspiré, sinon écrit une pièce de théâtre, tout à sa propre gloire « zabiba et le roi », allégorie épique et pompière. LA famille EYADEMA et son parti le RPT n'auront pas, quand à eux, besoin de prendre la plume ou de solliciter une porte de la cour. Le matraquage médiatique d'un soi disant complot, coup d'état, les manifestations des femmes et les arrestations des présumés coupables du coup d'état ont plongé la critique dans une perplexité teintée d'ironie. D'autant que le cerveau du présumé coup d'état Kpatcha qui au soir du 5 février 2005 date du décès du dictateur Etienne Gnassingbe Eyadéma a réussi à mobiliser l'armée togolaise à faire allégeance à son frère Faure Gnassingbe. Nous avons de la peine à percer le mystère du déroutant Kpatcha, qui a dirigé le massacre de la population togolaise lors des contestations du scrutin présidentiel. Au Togo le pouvoir n'a jamais appartenu au peuple. Il a toujours été entre les mains des Gnassingbé, du RPT, de la mafia des fonctionnaires corrompus et des apparatchiks qui entravent les réformes démocratiques et libérales.

Une manifestation des familles des auteurs présumés d'atteinte à la sûreté de l'Etat, a été empêchée par les forces de l'ordre qui ont bouclé les voies menant au siège de l'Agence nationale de renseignement (ANR). Les familles des auteurs présumés du coup d'Etat d'avril 2009 ont protesté vivement contre cette situation d'interdiction de visite non avouée à laquelle elles sont soumises depuis près de deux ans.

« Depuis près de deux ans, nous n'avons pas rencontré de visu nos maris détenus ici », raconte une femme sur RFI. « Malgré l'ordon-

nance d'un permis de communiquer, on nous empêche toujours de voir nos parents. Quand nous apportons la nourriture, on nous prend les repas et nous rentrons à la maison sans qu'on satisfasse à nos demandes de communiquer avec nos parents. C'est toujours la même histoire depuis près de deux ans », a déclaré cette femme.

Avant d'ajouter : « On nous demande d'acheter des ordonnances médicales, cela suppose que nos maris sont malades, mais dans ce cas qu'on nous permette de les voir au moins ! », dit cette femme d'un militaire arrêté dans le cadre de cette affaire. Elle s'inquiète de l'état de santé des détenus à l'ANR.

Plusieurs personnes, civiles et militaires, dont de nombreux demi-frères de Faure Gnassingbé, ont été appréhendées dans le cadre de l'affaire d'atteinte à la sûreté de l'Etat, depuis avril 2009. Le député Kpatcha Gnassingbé, ex-ministre de la défense, est accusé d'être le principal cerveau de l'affaire. Suite

à cela son domicile de Kégué a été attaqué à l'arme lourde en avril 2009.

Depuis deux ans, l'enquête est toujours en cours, selon le procureur de la République en charge du dossier. Les avocats togolais constitués de Kpatcha Gnassingbé, Mes Ajavon Zeus et Djovi Gally, n'ont pas pu voir jusqu'à présent leur client. Et depuis des mois, le dossier semble être remis au fond des tiroirs.

L'opinion publique togolaise attend toujours le procès des auteurs présumés du coup d'Etat manqué d'avril 2009. Elle voudrait savoir les tenants et les aboutissants de cette affaire. Elle voudrait savoir comment Kpatcha Gnassingbé, qu'elle réprovoque somme toute, et ses demi-frères ont pu organiser le projet de coup d'Etat.

La mobilisation du FRAC pour le départ de Faure face au retour sur scène des miliciens du RPT

Les jours à venir risquent d'être difficiles à vivre au Togo si aucune disposition n'est prise pour faire baisser la tension. Depuis quelques jours, les responsables du Front Republicain pour l'Alternance et le Changement (FRAC) font monter la pression sur le pouvoir et demandent le départ de Gnassingbé Faure. Au cours des deux dernières marches de protestation, les manifestants exigeaient purement et simplement que « Gnassingbé Faure dégage et quitte le pouvoir ». « Nous allons faire comme en Tunisie et en Egypte », a lancé Claude Améganvi, Secrétaire Général du Parti des Travailleurs, parti allié au FRAC.

Bien plus, le président de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) Jean-Pierre Fabre a entamé une série de meetings dans les grands marchés de Lomé pour appeler les populations à rejoindre les manifestations du FRAC en vue d'obtenir le départ de M. Gnassingbé. Ces déclarations sont prises au sérieux du côté du pouvoir qui s'organise en conséquence pour des contre manifestations.

#### DES MILICIENS DE RETOUR

Bien que conscient de la misère foudroyante des populations à cause de la gestion hasardeuse et anarchique du pays, Gnassingbé Essozimna Faure tient à la conservation du pouvoir. Pour ce faire, des sources concordantes renseignent que les milices qui semaient la terreur dans les années de plomb du défunt Général président Eyadéma sont de retour. Les premiers signes tangibles de leur retour sur scène est la tentative de perturbation du meeting de sensibilisation de Jean-Pierre Fabre le jeudi 17 février dernier au marché de Nukafu à Lomé. A peine le président de l'ANC a-t-il commencé à s'entretenir avec la foule présente au meeting que deux grosses voitures à bord desquelles se trouvaient des miliciens armés, ont fait leur apparition. Il a fallu la résistance du service d'ordre de l'ANC pour les obliger

à rebrousser chemin. Mais avant de partir, ces individus ont promis l'enfer à l'ANC et ses responsables au cours des prochaines manifestations. Par ailleurs, des informations persistantes font état du fait que ces miliciens ont été remobilisés depuis quelque temps et ont même tenu deux réunions la semaine passée à Forever non loin du siège du RPT.

Au cours de ces réunions, il a été question de lancer l'assaut des terreur à travers le pays contre tout rassemblement qui exigerait le départ de Gnassingbé Faure du pouvoir.

## ENCORE DES MILICES RPT, QUEL CRÉDIT POUR LES PROCLAMATIONS DE FAURE ?



A l'annonce du retour des milices RPT, c'est la panique généralisée dans le pays. On a souvenance des massacres de ces civils armés

du régime lors de la sanglante présidentielle du 24 avril 2005.

Sous les ordres d'un autre fils de Eyadéma, ces miliciens regroupés à Djagblé au nord-est de Lomé, munis d'armes, de machettes et de gourdins cloutés avaient massacré des populations qui à mains nues tentaient de revendiquer la victoire du candidat de l'opposition. Dans les différents rapports, notamment ceux de l'ONU et de la LTDH, ces milices ont été citées. En juillet-août 2010, une partie de ces quidams avaient été mis à contribution pour réprimer dans le sang les manifestations du FRAC.

En vérité, si Gnassingbé Faure qui chante la réconciliation au quotidien n'est pas à même d'appeler ses protagonistes à une table de négociation pour la redistribution équitable des biens du pays aux populations et engager le pays sur la voie d'une gestion moderne, il y a de quoi s'inquiéter sérieusement pour les jours à venir.

Dans un pays aussi délabré, M.

Gnassingbé doit reconnaître son échec et ouvrir un dialogue franc et sincère avec toutes les forces démocratiques et particulièrement avec Jean-Pierre Fabre et compagnie qui incarnent la légitimité populaire.



Personne n'a intérêt aujourd'hui à ce que la situation se dégrade davantage. Mais lorsque Gnassingbé Faure et le RPT s'enferment dans un autisme débordant, qui sait si ce sont les mêmes miliciens qui vont précipiter son départ du pouvoir. L'on sait du moins aujourd'hui que depuis la séquestration de Kpatcha Gnassingbé, chef de file des miliciens, la confusion s'est installée dans les rangs du RPT.

Les femmes des détenus dans l'affaire Kpatcha avec en tête Mimi Gnassingbé,



(l'épouse de Kpatcha) ont dit aller rejoindre les marches du FRAC pour protester contre la détention illégale de leurs époux.

De toutes les façons, pour la sauvegarde de la paix et la concorde nationale, il revient au chef de l'Etat de prendre toutes les dispositions nécessaires pour désamorcer la crise afin de faire connaître le bonheur de vivre aux Togolais dont la misère n'a que trop duré.

*Lucien Hounkanli*

# GUINEE

## UNE SOCIÉTÉ, DEUX APPELLATIONS...

Depuis deux semaines, la société ZAGOPE SA a signé avec le nouveau pouvoir Guinéen pour la construction du chemin de fer CONAKRY KANKAN un faramineux contrat portant sur la coquette somme de 600 millions de dollars US.

Le projet d'envergure permettra à la Guinée de fluidifier ses voies de communication nationale et de parfaire les chemins de fer dans ce pays qui rentre dans une phase de développement comme l'avait promis le Président CONDE dans son projet pour son pays. Au delà de l'aspect positif de ce projet d'envergure, et de ses retombées économiques incontestables pour ce « riche » pays dont les ressources sont restées longtemps inexploitées, il s'agit pour nous Africains de faire nos investigations avant toute collaboration avec les entités internationales notamment pour ce qui est de leur moralité.

En effet, selon nos informations, l'entreprise d'origine Brésilienne ZAGOPE SA n'est ni plus ni moins que la société ANDRADE GUITIERREZ société de construction de routes qui a opéré en Guinée en 1996 et qui par le biais de son Excellence M JEAN CAMARA, consultant à l'époque pour cette entité, avait signé un protocole d'accord avec Monsieur GOMEZ gérant de ANDRADE GUITIERREZ et obtenu pour le compte de cette société deux contrats avec l'Etat guinéen: il s'agit du tracé de la voie HAMDALAYE BELLEVUE à CONAKRY et en zone forestière SEREBOU N'ZERE KORE LOLA pour la construction du pont NIANI en remplacement du pont des lianes.

Monsieur GOMEZ, gérant de la société d'alors, ANDRADE GUITIERREZ a plié bagage après l'exécution de ses deux marchés sans respecter ses engagements financiers vis-à-vis de Son Excellence M. Jean CAMARA.

C'est d'ailleurs un homme déçu et dans tous ses états que nous avons rencontré le week end dernier à Paris qui évoquait le culot de Monsieur GOMEZ qui ne lui a jamais payé ses honoraires de consultant qui s'élevaient à la coquette somme de 1 million USD et qui avait préféré prendre la poudre d'escampette après l'exécution de ses deux marchés pour revenir quelques années plus tard avec une nouvelle entité comme si de rien n'était.

Monsieur CAMARA qui a confié le dossier à son conseil juridique, nous a rassuré que bien qu'étant très déçu de cette méthode quasi mafieuse de Monsieur GOMEZ, laissait le soin à ses avocats de régler ce problème qui selon lui est civil et que les tribunaux de son pays sont compétents en la matière parce qu'il ne souhaite surtout pas que cela influe négativement sur le projet de développement en cours dans son pays avec la nouvelle société ZAGOPE car, pour Son Excellence Monsieur Jean CAMARA, la construction de cette voie de chemin de fer donnerait une réelle bouffée d'oxygène à ses compatriotes. Nous vous tiendrons informés du déroulement de cette affaire dans nos prochaines éditions...

*Paul OULAI*

## CAMEROUN



**Les manifestations du Maghreb inspirent certains politiciens en Afrique subsaharienne et particulièrement au Togo, Gabon, Congo, Tchad, Cameroun. Une dizaine d'entre-eux ont appelé, mercredi 23 février, à manifester contre le régime Biya à Douala, la capitale économique.**

L'appel a été très peu suivi, ce qui n'a pas empêché des violences exercées sur les leaders. Le Social Democratic Front, principale formation d'opposition, voulait mobiliser les habitants de Douala,



BEN ALI ET HOSNI MOUBARAK

capitale économique du Cameroun, avec d'autres formations et associations. Le SDF commémorait les « martyrs » des émeutes de 2008, qui avaient fait entre 40 et 139 morts selon les sources. Plusieurs candidats déclarés à la présidentielle qui doit se tenir cette année, mettent en cause la transparence du futur scrutin et appellent au soulèvement et au renversement du chef de l'Etat

Ils rêvaient d'un scénario tel que celui qui a fait tomber Ben Ali de Tunisie ou Hosni Mubarak en Egypte. Mais les leaders de l'opposition camerounaise qui ont appelé à manifester contre le régime de Paul Biya dans les rues de Douala sont tombés de haut. Au lieu indiqué de la manifestation, ils se sont retrouvés tous seuls, face à des policiers et gendarmes nerveux à l'extrême.

Ces manifestations du 23 février dernier lancées par quelques leaders de l'opposition camerounaise n'ont pas répondu aux attentes dont elles étaient porteuses. Intimidations policières, violences et brutalités, « black out »

sur les médias locaux, les forces de l'ordre du « pouvoir RDPC » ont tué dans l'œuf avec une efficacité impressionnante plusieurs semaines d'efforts. Pire, Mboua Massock, Jean Michel Nintcheu, Kah Walla et les quelques autres leaders à l'origine de ces protestations n'ont visiblement pas reçu l'onction du peuple. Pourquoi donc les Camerounais n'ont pas suivi ces leaders qui appelaient pourtant le peuple à porter avec eux des revendications qui nous concernent tous ?



MBOUA-MASSOCK



JEAN MICHEL NINTCHEU



KAH WALLA

La première erreur de l'opposition a certainement été le flou et le timing des manifestations. Souhaitant visiblement profiter des troubles qui règnent dans le monde arabe actuellement, l'opposition s'est engouffrée en ordre dispersé dans une brèche (créée par Mboua Massock et appuyée par le CODE) qui a finalement dilué les raisons et le bien fondé de ces protestations. Était-ce un mouvement à la limite de l'insurrection et appelant au départ de Paul Biya (la position de Mboua Massock)? Était-ce une commémoration des martyrs de 2008 (la première position officielle du SDF) ? Était-ce une requête pour la transparence électorale et l'amélioration des conditions de vie des Camerounais (la position de Kah Walla) ? Cet imbroglio de revendications dont quelques unes étaient pourtant légitimes et l'impression qu'ont eue les populations qu'on voulait les pousser dans la rue par opportunisme poli-



tique en profitant des événements égyptiens et tunisiens ont visiblement joué un rôle majeur dans l'échec du 23 février.

L'idée par ailleurs entretenue par le pouvoir à Yaoundé et quelques prestidigitateurs de la communication qui veut que ce 23 février était un simple appel à l'insurrection lancé depuis la diaspora et par la diaspora - dont les Camerounais locaux commencent visiblement à se méfier - n'a pu que conforter le petit peuple de Douala, Yaoundé, Kumba, Ebolowa et de toutes les autres villes du Cameroun dans leur idée de vaquer tranquillement à leurs occupations. L'opposition a donc pêché en premier lieu par une désunion stratégique en matière de communication sur ces événements, que ce soit en termes de diffusion de l'information et de pédagogie sur les appels à la protestation.

La deuxième erreur (on devrait dire « problème ») de l'opposition est qu'au delà des mots d'ordre de manifestations qu'ils ont lancés, ils ne semblent plus représenter, aux yeux d'une bonne partie de la population, une alternative crédible au pouvoir en place pour des raisons diverses (avérées ou pas) qui vont du manque de vision politique et de programme à l'accusation d'opportunisme électoral à l'approche des présidentielles. En ce qui concerne l'absence de vision ou de programme politique, si on ne la conteste pas, il reste quand même important de la nuancer en notant que contrairement à une idée bien répandue dans l'opinion, la faillite de l'opposition comme alternative est plus la conséquence d'une main mise du pouvoir sur l'appareil d'Etat que celle d'une dérive qui lui serait inhérente. En effet, le système RDPC, malgré la multiplication des partis politiques et les diverses lois pour promouvoir le multipartisme dans les années 90, a été fabriqué et conçu de telle sorte qu'une



Livres et auteurs du Bassin du Congo rassemble sur son stand les grands noms issus de l'Afrique centrale, invite la littérature francophone africaine, et célèbre l'année des Outre-mer avec les auteurs ultramarins.

Dans un splendide espace dédié au livre, tables rondes, ateliers, animations, conférences se succèdent autour des thèmes les plus variés : littérature, histoire, environnement, musique, bande dessinée, développement durable, gastronomie, enfance, jeunesse, poésie, édition.



## LIVRES ET AUTEURS DU BASSIN DU CONGO

### TABLES RONDES

Conférences et animations pour tous les publics

> Consultez le programme sur

[www.livresdubassinducongo.com](http://www.livresdubassinducongo.com)



## HALL 1 - STAND H56

[contact@livresdubassinducongo.com](mailto:contact@livresdubassinducongo.com)



réelle opposition composée de technocrates, financièrement autonome, force de propositions et qui puisse diriger le pays en cas de départ de Paul Biya ne puisse émerger. L'ère du parti unique n'est en réalité pas totalement révolue. Les contre pouvoirs ne sont pas garantis, la presse publique est inféodée au pouvoir en place, la justice n'est pas indépendante et les élites intellectuelles, économiques, entrepreneuriales sont contraintes d'être toutes "RDPCisées" du fait des impératifs de survie sociale, pour eux mêmes et leurs familles. La plupart des personnalités que compte le Cameroun sont donc souvent contraintes de faire un choix cornélien : « soit tu t'engages au RDPC, soit tu meurs de faim et avec tes idées. »

Maintenant, malgré cet handicap majeur, il va de soi qu'il existe malgré tout une marge de manœuvre que l'opposition aurait pu saisir, avec le SDF notamment. Ce parti, hors RDPC, est en effet le seul qui bénéficie d'une vraie assise nationale, d'un leader qui fait encore recette dans les villages, qui a toujours disposé du plus grand nombre de députés à l'assemblée nationale (43 députés en 1997, 22 en 2002 et 16 en 2007) et de conseillers municipaux sur toute l'étendue du territoire national (61 circonscriptions gagnées aux municipales de 1996, 36 en 2002 et 19 en 2007). C'est donc la formation politique qui a, depuis les années 90, le plus été associée aux affaires du pays, aux plans local et natio-

nal. Par ailleurs, compte tenu de ces résultats aux élections municipales et législatives de 2007, le SDF a pu bénéficier de financements publics conséquents (244 millions de francs CFA en Mars 2010) qui auraient pu (ou pourraient) lui permettre d'être une force mobilisatrice à travers une campagne active dans les quatre coins du triangle national et, avec un peu de travail, de faire valoir une alternative concrète programmatrice, en association avec les autres formations politiques, qui feraient front au document de stratégie pour la croissance et l'emploi du gouvernement.

Concocter autour du SDF (ou au pire d'une autre formation historique) un programme politique concret, expliqué, détaillé, bien vendu aux médias et qui parle à tous les Camerounais, du bendskinneur à l'étudiant en passant par

l'entrepreneur, est un impératif pour l'opposition camerounaise si elle veut éviter de se faire battre sur le terrain de l'opinion avec des petites phrases comme « Paul Biya doit partir n'est pas un programme politique ». Populistes et démagogiques, ces phrases s'inscrivent malgré tout dans l'imaginaire collectif comme l'incarnation d'une opposition qui paresse, ne veut pas réfléchir et proposer des solutions

concrètes aux Camerounais en lieu et place des slogans galvaudés d'il y a 20 ans. L'opposition unifiée a donc intérêt, pour regagner ses lettres de noblesse, à proposer rapidement un projet économique et social qu'elle présenterait comme sa feuille de route de l'après Paul Biya. Que ce départ advienne en Octobre par les urnes ou bien plus tard pendant le mandat du chef de l'Etat au hasard d'un accident de la vie.

En ce qui concerne les accusations d'opportunisme, l'union autour d'une formation d'envergure et d'un seul leader permettrait de modérer les soupçons de vagabondage électoral dont la multiplication des candidatures, parfois des plus farfelues, semble être l'expression. Si on tient compte du fait que la loi sur le financement des campagnes électorales (datant de 2002) est entrée



en vigueur lors de la dernière élection présidentielle à hauteur de 15 millions de francs CFA pour chaque candidat (le nombre de candidats passant de 9 en 1997 à 16 en 2004) et que les défections de quelques opposants historiques des années 90 comme Augustin Kodock, feu Antar Gassagay, Bello Bouba Maïgari, Dakole Daïssala et Issa Tchiroma aient laissé un goût amer aux populations, il est logique aujourd'hui que les Camerounais ne voient en ces politiciens que des bonimenteurs du dimanche matin à la poursuite de quelques prébendes et de postes ministériels.

L'échec du 23 février doit donc permettre à l'opposition de se refonder, de se remettre en question, de travailler sur les problèmes concrets de l'heure à l'approche de la présidentielle (inscriptions sur les listes électorales, sensibilisations au vote, Elecarn, formation d'une coalition, présentation du projet politique détaillé, communication et pédagogie autour de ses actions et de ses propositions) dans une double optique : celle de présenter un candidat sérieux et crédible à la prochaine présidentielle d'Octobre et celle de faire renouer les Camerounais avec la politique. Mieux encore, pour reprendre les termes d'Achille Mbembe, dans l'optique de « réveiller notre potentiel insurrectionnel » qui, au regard des mouvements du 23 février dernier, semble avoir totalement disparu, espérons que le rendez vous du 11 mars soit fructueux. wait and see.

Lucien Hounkanli

# DIASPORAS

La référence afro-caribéenne **news**

## SUIVEZ LES NOUVELLES DE VOS PAYS



# PUBLI-RÉDACTIONNEL

## LIVRES ET AUTEURS DU BASSIN DU CONGO

SALON DU LIVRE DE PARIS

DU 18 AU 21 MARS 2011

PARC DES EXPOSITIONS - PORTE DE VERSAILLES - Hall 1 - Stand H56

## L'Afrique à l'honneur au Salon du Livre

Le Salon du Livre de Paris, l'une des manifestations culturelles les plus importantes en Europe, se tiendra du 18 au 21 mars 2011 au Parc des Expositions de la Porte de Versailles. Événement très attendu du grand public, il attire un grand nombre de visiteurs. C'est le moment privilégié où le livre, l'auteur et l'éditeur rencontrent leurs lecteurs.

Après une première expérience en 2010 très remarquée et unanimement saluée par les médias et les visiteurs, le stand **Livres et auteurs du Bassin du Congo** renouvelle en 2011 sa participation au Salon du livre de Paris. Sa vocation : promouvoir les auteurs, les éditeurs et les livres d'Afrique centrale.

Le stand **Livres et auteurs du Bassin du Congo**, espace d'expression de la littérature d'Afrique Centrale en particulier, accueille également la littérature francophone africaine et célèbre l'année des Outre-mer en invitant des auteurs ultramarins.

Pour mieux poursuivre l'approche conviviale et vivante qui a fait son succès, **Livres et auteurs du Bassin du Congo** aménage cette année un plateau-télé sur son stand en partenariat avec la grande chaîne de télévision continentale Africa 24 et reçoit aussi la télévision nationale congolaise Télécongo

De nombreux auteurs seront invités pour participer aux tables rondes, interviews, dédicaces, animations, etc. Autant d'évènements riches et variés, conçus spécialement pour satisfaire les visiteurs, et qui contribueront sans aucun doute, encore une fois, à faire du stand Livres et auteurs du Bassin du Congo, un lieu d'échanges et de dialogues entre le public et les acteurs du Livre.

Pour recevoir la programmation détaillée ou des invitations d'entrée au salon, envoyez un mail à [contact@livresdubassinducongo.com](mailto:contact@livresdubassinducongo.com). Des invitations peuvent également être retirées à la Librairie-Galerie Congo, 23 rue Vaneau 75007 paris.

Livres et auteurs du Bassin du Congo rassemble livres, éditeurs et auteurs issus du Congo, de la République démocratique du Congo, du Gabon, du Burundi, de l'Angola, du Cameroun, de Centrafrique, du Rwanda, du Tchad, de Guinée équatoriale, de Sao Tomé et Principe.

[www.livresdubassinducongo.com](http://www.livresdubassinducongo.com)

Contacts : Marie-Alfred Ngoma – Béatrice Ysnel [contact@livresdubassinducongo.com](mailto:contact@livresdubassinducongo.com)

Librairie-Galerie Congo. 23 rue Vaneau. 75007 Paris. Tel : (+33) 1 40 62 72 81





## LA PREMIÈRE TÉLÉ-RÉALITÉ CONSACRÉE AU FOOT !

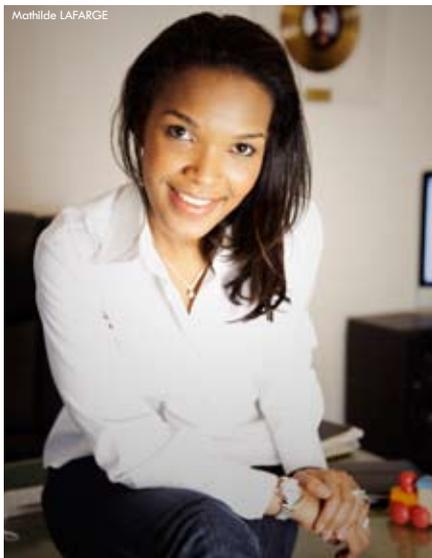
### DES ICÔNES DU FOOTBALL ET DE LA SCÈNE MUSICALE SE MOBILISENT AUTOUR D'UNE TÉLÉ RÉALITÉ FOOTBALLISTIQUE PANAFRICAINE INÉDITE.

Didier Drogba, Ménélik, Patrick Mboma, Lynnsha, Pape Diouf, Fally Ipupa, Christian Karembou, Barbara Kanam, Mamadou Niang, Pit Baccardi, les frères Kalou, Kaysha, Cyril Domoraud et autres grands noms du ballon rond et de la scène musicale ont adhéré et se mobilisent pour soutenir la 1ère édition de la télé réalité footballistique panafricaine : **AFRICAN FOOTBALL DREAM TEAM (A.F.D.T.)**.



*" C'est une chance énorme pour les jeunes qui participeront à cette aventure... Ce programme permet de braquer les projecteurs sur le talent de jeunes joueurs qui pourront ainsi être repérés par des clubs et faire évoluer leur carrière... C'est un raccourci superbe !"*  explique l'ex international ivoirien Bonaventure Kalou *"... Si un tel programme avait existé à mon époque, bien sûr que j'aurais sauté sur l'occasion de montrer de quoi j'étais capable..."* rajoute Christian Karembou.

La créatrice de cette émission s'appelle Mathilde LAFARGE. Née le 8 février 1980 à Abidjan de père Français et de mère Ivoirienne (Baoulé), Mathilde a obtenu une maîtrise en droit des affaires après un BAC littéraire.



Après un master en marketing, communication et stratégie commerciale, elle a fait ses classes à Londres et en Californie et s'est très vite intéressée au monde de l'audiovisuel. C'est en 2010 qu'elle crée la société **Onyx Consulting** et décide de lancer le projet de télé réalité footballistique panafricain : **African Football Dream Team (A.F.D.T.)**.

Elle a accepté de répondre à nos questions.

### DIASPORAS-NEWS : COMMENT ET POURQUOI VOUS EST VENUE L'IDÉE DE FAIRE CETTE ÉMISSION ?

**MATHILDE LAFARGE :** Cette idée m'est apparue comme un flash, comme une bonne idée, un dimanche matin (de janvier 2009)...

Je confesse qu'après avoir évalué la partie "contraintes" et l'importance des ressources à déployer, j'ai vite rangé le projet en attendant la bonne heure et surtout l'énergie nécessaire pour le porter. Depuis, j'avais ce concept dans un petit coin de ma tête. Je continuais de tendre l'oreille, de faire des recherches et d'étoffer le projet.

Puis en mai dernier, j'ai eu ce qu'on appelle "l'intime conviction" que c'était le moment de le remettre sur la table et de créer l'opportunité. Comme on dit, aide-toi et le ciel t'aidera ! L'opportunité est apparue aussitôt et dès août 2010, l'occasion de concrétiser le projet était là.

### D-N : LES TOURNAGES AURONT LIEU QUAND ET OÙ ?

**ML :** La première partie des tournages se fera à partir du 1er avril 2011, à l'occasion de la tournée de présélection des jeunes joueurs à travers les 10 pays d'Afrique concernés, c'est-à-dire le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Guinée équatoriale, le Mali, la République démocratique du Congo, le Sénégal et le Togo.

Ensuite, tout se tournera en vase clos au sein du

Complexe Omnisports de Malabo en Guinée-Équatoriale. Les candidats de la 1ère édition d'AFRICAN FOOTBALL DREAM TEAM (A.F.D.T.) y évolueront pendant 12 semaines à compter du 31 mai 2011.

### D-N : LE GOUVERNEMENT DU PAYS VOUS AIDE-T-IL ET COMMENT ?

**ML :** Je remercie tout d'abord la Guinée Équatoriale pour sa réactivité et son pragmatisme car le temps est pour moi la denrée la plus précieuse. A l'envoi du dossier A.F.D.T., c'est en moins de deux semaines que le Secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports, S.E.M. Ruslan OBIANG NSUÉ et ses équipes ont réagit.

J'en profite d'ailleurs pour saluer au passage le soutien et l'assistance

de M. Emilio Elias ONEBULA SILA, responsable des infrastructures sportives & Conseiller économique de la COCAN-GE 2012.

On nous a avant tout permis de situer et de tourner l'émission au sein du magnifique Complexe Omnisports de Malabo, construit pour accueillir la prochaine CAN.

L'implication est complète et part de la logistique en passant par l'administratif et par une contribution financière.

### D-N : COMMENT CELA VA SE



## PASSER EXACTEMENT À LA TÉLÉVISION ?

**ML :** Le programme se décline en 33 émissions de 26 minutes qui seront diffusées à raison de 3 fois par semaine et en 12 Prime Time hebdomadaires de 90 minutes qui seront diffusés les samedis.

Nous rentrerons alors dans le quotidien des candidats, jugerons leurs performances sportives, leur esprit de compétition puis leurs aptitudes à évoluer en équipe...

Nous avons bien entendu prévu de recevoir des stars du ballon rond en commençant par nos parrains (Didier Drogba, Mamadou Niang, Marcel Desailly, Kalou Bonaventure...) ainsi que des célébrités de la chanson dans le cadre des Prime Time.

## D-N : QUELLES SONT LES PLUS GROSSES DIFFICULTÉS QUE VOUS AVEZ RENCONTRÉES ?

**ML :** Les "grosses" difficultés sont nombreuses et variées et je ne pense pas pouvoir en dresser une liste exhaustive.

Outre le fait d'avoir à trouver les financements nécessaires, à gérer de nombreux interlocuteurs (personnalités et susceptibilités comprises), la principale difficulté réside dans le choix des hommes et des équipes techniques. Nous devons marier avec brio, de manière dynamique et pertinente Football et télé réalité.

Je rappelle ici qu' A.F.D.T. est avant tout un programme de divertissement, lequel a adopté le football comme thème.

Notre challenge est là et il faut que nous tendions tous à la perfection. Je ne cache pas que toute l'équipe et moi-même voulons faire de la 1ère édition d'A.F.D.T. une référence. Puis nous comptons bien faire de nouvelles éditions !

## D-N : QUELLES SONT LES BONNES SURPRISES QUE VOUS AVEZ EUES ?

**ML :** Les personnes qui ont immédiatement soutenu et encouragé l'initiative lorsqu'elle leur a été présentée sont mes premières bonnes surprises.

A ce rang, je compte Albert Tjagag, Patrick Mboma, Pape Diouf, Skwall, Julien Konan Banny ou encore Kalou Bonaventure pour ne citer qu'eux.

Le premier accueil réservé par Orange groupe, Puma, Red Bull, Jet Multimédia ont aussi été des stimuli qui ont renforcé mon capital Confiance... Puis ensuite, comme je vous le disais tantôt, j'ai été agréablement surprise par la réactivité et de l'accueil qui a été réservé au projet en Guinée Équatoriale.

Je ne rêvais même pas de tourner dans un en-

droit aussi "parfait" que le Complexe Omnisports de Malabo ! Tout y est !

## D-N : CELA VA PASSER SUR QUELLES CHÂÎNES ?

**ML :** Le programme sera diffusé sur plus de 20 chaînes nationales africaines, sur le web et sur des chaînes diasporiques comme Voxafrica et US Afrotainment.

Nous sommes également en discussion avec Canal +, TV5, Trace Tv et quelques autres...

## D-N : QUELLES SONT LES PERSONNALITÉS DU FOOTBALL QUI VOUS SOUTIENNENT ?

**ML :** Nous sommes en février 2011 et nous allons encore rencontrer d'autres personnalités du football.

Mais déjà, honneur à Didier Drogba, aux frères Kalou, Christian Karembeu, Mamadou Niang, Cyril Domoraud, Marcel Desailly, Pape Diouf, Patrick Mboma...

Nous attendons maintenant Samuel Eto'o !



## D-N : COMMENT VA SE MANIFESTER CE SOUTIEN ?



**ML :** C'est par exemple Bonaventure Kalou qui m'a permis de rencontrer et de rallier Didier Drogba au projet.

Nos parrains acceptent de se rendre disponibles - autant que faire se peut - pour les médias, d'aider à l'élaboration des épreuves de présélection ou encore d'aider à la mise en place du recrutement national comme Cyril Domoraud pour la Côte d'Ivoire.

Ils seront présents aussi dans le cadre de l'émission, donneront leur avis sur le travail des pensionnaires de l'A.F.D.T. et pour certains viendront à Malabo les rencontrer...

## D-N : VOUS POUVEZ ME RÉVÉLER LE BUDGET DE L'ÉMISSION ?

**ML :** Comme vous l'imaginez, le budget de l'émission est important car cette production est une véritable machine de guerre.

Les dépenses sont importantes et nous ferons de notre mieux pour arriver à un équilibre budgétaire.

## D-N : C'EST VOTRE PREMIÈRE EXPÉRIENCE DE TÉLÉVISION... POURQUOI CETTE ORIENTATION ?

**ML :** Oui, il s'agit là de ma première expérience en qualité de productrice. L'industrie audiovisuelle ne m'est cependant pas étrangère.

Depuis quelques années déjà, je suis associée dans **FOOKA DIFFUSION** qui est une société de distribution de productions africaines.

Je suis en charge de trouver des débouchés aux productions et notamment auprès de diverses télévisions européennes et américaines.

J'ai aussi écrit quelques concepts d'émissions qui sont en cours de développement. Enfin, d'ici la fin avril, nous mettrons en ligne, ONYX Infinity, un réseau social dédié aux professionnels de l'audiovisuel afro-caribéen.

La télévision est un média qui me fascine depuis ma prime jeunesse, j'ai sauté sur l'opportunité par curiosité. Le marché du divertissement et de l'audiovisuel me parle, et plus encore en ce qui concerne l'Afrique. Nous vivons dans une société d'images et je trouve qu'en général, les "images" en provenance ou pour l'Afrique ne sont pas toujours le reflet du potentiel du continent. Alors, je veux contribuer à l'édifice et poser ma pierre.

## D-N : QU'EST-CE QUI VOUS FAIT "BOUGER" DANS LA VIE ?

**ML :** J'ai un goût prononcé pour l'aventure.

Je suis quelqu'un de profondément passionné, de "jusqu'au boutiste" et d'optimiste.

J'adore le renouvellement et fuis la routine ! Et chaque nouvelle expérience professionnelle me donne l'impression de "grandir" et d'accéder à de nouveaux niveaux de compréhension de moi-même et de l'autre. C'est vraiment intéressant. J'ai des idées auxquelles je crois et je trouverais dommage de les laisser au stade timide d'idées. Il faut au moins essayer de les concrétiser et c'est avec grand plaisir que je remonte mes manches.

Avec de la volonté, tout est possible !

## D-N : QUE PENSEZ-VOUS DE DIASPORAS-NEWS ?

**ML :** J'ai découvert DIASPORAS-NEWS l'année dernière, par l'intermédiaire de Paul Charlemagne Coffie de l'O.I.F. et je félicite et encourage bien évidemment l'initiative.

Le continent à besoin de médias propres qui parlent de l'Afrique et en plus il y a une rubrique médias !

C'est un magazine gratuit donc accessible au plus grand nombre. Pour avoir expérimenté le monde de l'édition, faire vivre un tel projet n'est pas facile !

Pour finir, je souhaite que vos partenaires et annonceurs actuels et à venir, jouent le jeu au bon moment...

**RICHARD JOFFO**



## CABINET D'INTELLIGENCE AUDIOVISUELLE



### PAUL-CHARLEMAGNE COFFIE : APRÈS OIF... CIA !

Après plus de trente ans au service de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), Paul-Charlemagne COFFIE a lancé vendredi 18 février le CABINET D'INTELLIGENCE AUDIOVISUELLE (CIA) au cours d'une prestigieuse soirée au CAP 15 à Paris.

Le CIA est dédié à la production audiovisuelle en Afrique : Aide au montage de dossier, production de contenu, ingénierie de création de chaîne de télévision, production de contenus, etc.

Paul-Charlemagne Coffie a exposé son projet au cours d'un discours imagé et a rapidement invité ses convives à la fête.

Parmi eux, son excellence l'Ambassadeur de Côte d'Ivoire Ally Coulibaly, la directrice générale adjointe de Canal + Afrique Françoise Le Guennou, la directrice de TV5 Monde Afrique, Denise Epote, et bien d'autres...

#### QUELQUES IMAGES...



## CULTURE

### SOIREE DE GALA du Lions Club Paris Nations Unies,

dont la devise est "Fiers de nos différences, riches de nos cultures"

C'est dans le cadre du restaurant panoramique de l'UNESCO, Place Fontenoy à Paris, que les membres du Lions Club Paris Nations Unies ont accueilli le 28 janvier, plus de 150 convives pour une soirée amicale et conviviale au profit des écoliers du Mali et de Madagascar (don de dictionnaires trilingues français-anglais-malgache).

Cette soirée était placée sous le haut patronage du Président Abdou Diouf, Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie, et présidée par la Présidente de zone du Lions Club District 103 et le Consul de Madagascar auprès de l'Unesco.

Au programme de cette soirée aux couleurs de l'Océan indien, Justin Vali, grand prix musique du monde Sacem 2006, accompagné d'un orchestre malgache a fait danser jeunes et moins jeunes sur des rythmes aussi variés qu'entraînants. Une tombola, dont le premier prix était un séjour d'une semaine pour deux personnes à Nice, a permis de récolter 700,00 €.



## LITTÉRATURE



### L'EXIL DE NDACK KANE

**L'Exil (Éditions Phoenix), retrace la vie d'une jeune fille et d'un jeune garçon qui ont tous deux grandi à Dakar, au Sénégal, mais qui ont ensuite poursuivi leurs études, la première à Montréal, le second à Paris. Et un jour, leurs destins se croisent.**

**R**empli d'émotion et de vie, le roman aborde les thèmes de l'immigration, de l'amour confronté au choc des cultures avec une vérité saisissante. Le style, volontairement pseudo naïf, restitue un univers très africain ou l'humour et la camaraderie se mêlent avec sincérité. Le quotidien, parfois pittoresque, de la vie estudiantine reflète aussi les réalités des changements culturels et socio-économiques que la nouvelle génération d'immigrés traverse.

Née au Sénégal en 1979, Ndack Kane passe son enfance et son adolescence à Dakar, au Sénégal. Après son secondaire, elle s'installe à Montréal où elle entame ses études universitaires. C'était en janvier 1997 et, depuis, elle continue. Son bachelors spécialisé en sciences économiques de l'Université de Montréal en poche, elle décide de poursuivre au HEC-Montréal. Fascinée par le monde de la finance moderne, elle s'inscrit en maîtrise ès sciences de la gestion. Sa curiosité des outils de la gestion de portefeuille et de la finance corporative satisfaite, Ndack se rend au département de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) quelques jours avant de déposer son mémoire de maîtrise en Août 2002, pour s'informer des cours qui y sont offerts au mois de septembre suivant. Avec un statut d'étudiante libre, elle prend entre autres un cours en économie du développement qui a été décisif dans son choix de carrière. Passionnée par l'approche microéconomique prise présentement par les chercheurs en développement, elle décide de s'inscrire en maîtrise à nouveau et revient au département au mois de janvier avec un sujet de mémoire en tête. Huit mois plus tard, elle était déjà inscrite au programme de doctorat en économie de l'université. Ndack débute ainsi le sacerdoce de la thèse tout en prenant part

quand elle le peut à des activités bénévoles avec des organismes tels qu'Unicef Québec. Son enthousiasme face à la recherche lui a valu plusieurs bourses d'études, et le prix du meilleur mémoire de maîtrise du département de sciences économiques de l'UQAM en 2004. Éternelle étudiante, Ndack ne réside jamais très loin des campus universitaires, des bibliothèques et des librairies. Et à son grand bonheur, Montréal reflète particulièrement bien la diversité de la littérature francophone. Lectrice assidue, elle décide au printemps de sa première année de doctorat de passer de l'autre côté du livre, celui de l'auteur. Son premier texte, *Partis trop tôt, trop loin* est basé sur son expérience d'étudiante étrangère qui soudain fait face à la réalité solitaire de l'immigration à un jeune âge. Le premier jet d'une centaine de pages est devenu une trilogie deux ans plus tard. L'exil en est le premier tome.

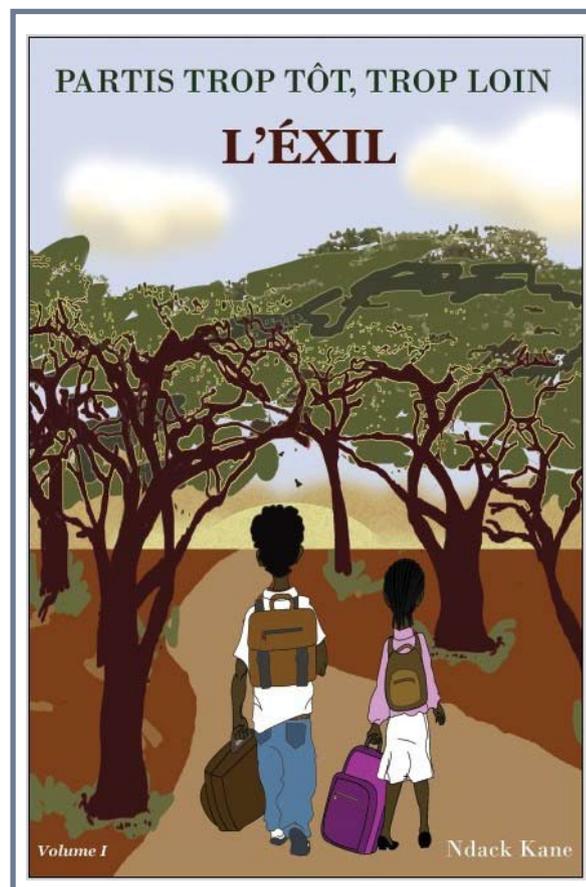
Le second tome, *L'Envol*, à paraître aux Éditions Phoenix, est un roman épistolaire et à la place des traditionnelles lettres, des e-mails forment la correspondance d'une fille à sa mère. Celle-ci lui raconte comment se déroule sa vie en tant qu'étudiante étrangère à Montréal et au fil des années, la jeune exilée se pose beaucoup de questions sur son nouveau métissage culturel. Le troisième tome, *La Quête*, également à paraître aux Éditions Phoenix, est basé sur les débuts de Ndack comme stagiaire dans le domaine du développement international, notamment au Siège des Nations Unies à New York. Les défis auxquels sa géné-

NDACK KANE



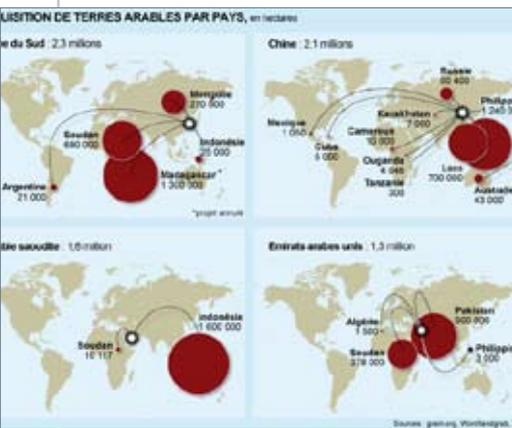
ration fait face sont nombreux et le réalisme aujourd'hui l'emporte très souvent sur le rêve. Grande admiratrice d'Émile Zola, Ndack a choisi de rêver d'un avenir meilleur et cherche à y contribuer notamment en légant ces témoignages de son époque à elle aux générations futures, grâce à ce mode de communication intertemporel extraordinaire qu'est l'écriture.

*Youssef Fall*



# CRISE ALIMENTAIRE MONDIALE

**L'avenir de la planète s'assombrit. D'un côté, nul ne peut prévoir aujourd'hui la propagation de l'onde de chocs des révolutions arabes. De l'autre côté, une mauvaise récolte de blé par-ci, une intempérie par-là et les cours des produits agricoles explosent, amplifiés par les spéculations. Etre à la tête d'un pays africain ne doit pas être une sinécure. Une flambée de votre facture pétrolière et des biens importés... et la population est dans la rue !**



pourquoi mon pays est-il encore en proie à ce genre de fléau ? »

## LA LOI D'AIRAIN DE LA DÉMOGRAPHIE

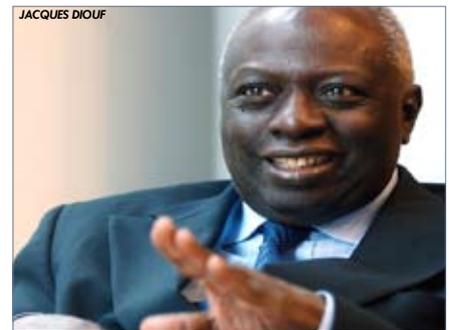
La démographie, de par sa projection, est une science riche en enseignement sur l'avenir de notre planète. Cette dernière hébergera environ 10 milliards d'âmes en 2050 c'est-à-dire 3 milliards d'humains de plus. En d'autres termes, à raison d'un taux de croissance démographique annuel de 2%, il naît 80 millions de commensaux supplémentaires tous les ans. Comment nourrir tout ce beau monde alors que la terre arable n'est pas extensible et limitée à 1,5% de la surface planétaire ? Le continent africain avec son milliard d'habitants doit obligatoirement multiplier sa production agricole par 5 pour que sa population puisse manger à sa faim.

## LES CAUSES STRUCTURELLES (ENDOGENES)

La vague d'indépendance des années 60, n'avait en rien modifié les pratiques commerciales d'antan, basées sur la division internationale du travail. L'Afrique sera cantonnée aux rôles de fournisseurs de matières premières et débouchés pour les produits finis. Les pays fraîchement indépendants ont même été encouragés par les Institutions Financières Internationales (IFI) et contraints par les accords de coopération signés avec l'ancienne puissance coloniale. Raison : équilibrer la balance commerciale, payer les produits de première nécessité grâce aux recettes d'exportation. Ainsi, le continent africain a quelque peu négligé les cultures vivrières au détriment de l'agriculture de rente c'est-à-dire les produits générateurs de revenus comme le cacao, le café. Or, dans le tournant des années 1970, concomitamment aux chocs pétroliers, les cours des matières premières ont chuté. Du double effet de

cette mauvaise conjoncture, la facture des biens d'importation (riz, blé) s'est alourdi ; ce qui a induit une aggravation du déséquilibre de la balance commerciale.

Le continent africain était scotché dans ses starting-blocks. Ce retard des dix premières années après l'indépendance n'a jamais pu être rattrapé. Pire, au début des années 90, l'apologie d'une économie mondialisée qui a imposé un li-



béralisme tous azimuts n'a fait qu'aggraver la situation déjà désastreuse des économies en développement. Les IFI ont forcé les gouvernements à des cures d'amaigrissement et des réformes en profondeur. La chasse au gaspillage budgétaire passe par une vague de privatisation, l'abandon des soutiens et de l'encadrement de plusieurs secteurs voire des pans entiers de l'économie. Les dirigeants ont été obligés de prioriser leurs actions. En d'autres termes, l'effort qui devrait être déployé en direction des politiques agricoles pour désenclaver les campagnes, a été sacrifié ou remis aux calendes grecques. Le manque de moyens, d'investissements handicape la production agricole de subsistance dans la mesure où le rendement reste très faible et tributaire des intempéries et autres fléaux.

Au nom du sacro-saint libéralisme économique, les prérogatives de la FAO ont été en partie transférées vers l'OMC. Le peu de tissu économique des pays africains fut transformé en lambeaux ; les règles qui régissent le commerce mondial n'admettent, même temporairement, aucun mécanisme de protection sur les produits d'importation. C'est ainsi que les poulets congelés de l'Union Européenne, moins chers que la production locale, atterrissent dans les casseroles de la population urbaine du continent africain. Non seulement les produits importés ont modifié les

**P**enser que les soubresauts de la disette sont des phénomènes conjoncturels confinent à une politique d'autruche. En sept mois, selon le Directeur Général de la FAO, Jacques Diouf, « l'indice des prix des denrées alimentaires a augmenté de 37%. Celui des céréales a progressé de 62% dans le même temps ». L'indignation est à son comble pour le téléspectateur des pays industrialisés qui, en coupant tranquillement son steak face à son poste de télévision de 20h, pose un regard médusé et plein de compassion sur les enfants éthiopiens mourant de faim ou les récoltes dévastées par la nature en colère. Pris de remords momentané, il se donnera bonne conscience en signant un chèque à l'adresse d'une ONG. Le responsable politique des pays du Nord voit le problème par le petit bout de sa lorgnette. Il est confronté à une crise de surproduction de son secteur agricole en pleine mutation ; cette agriculture soi-disant moderne qui est obligée de détruire annuellement environ 40% de sa production. Tandis que pour les dirigeants de notre continent, une émeute de la vie chère leur servent de côte d'alerte ; car elle risque de provoquer la chute de son régime. Cela a au moins le don de susciter en lui un travail d'introspection : « près 50 ans d'indépendance, avec toutes les politiques agricoles lancées en grande pompe pour assurer une autosuffisance,

habitudes alimentaires des urbains qui se nourrissent de pain c'est-à-dire du blé importé mais ils concurrencent directement les productions locales. Depuis la crise des subprimes de 2008, un phénomène nouveau bouleverse le secteur agricole. Il s'agit des mouvements spéculatifs sur les produits agricoles tels que le blé, le riz. La sécheresse en Ukraine est facteur non-négligeable de hausse de la récolte de la dernière saison mais la part de la spéculation accentue encore plus la volatilité des prix des matières premières.

## UN TRAVAIL DE LONGUE HALEINE

Aujourd'hui, l'Afrique seule, sans un accompagnement technique et un soutien financier, ne pourra jamais atteindre une autosuffisance alimentaire en quelques décennies. Mais les pays industrialisés, sont, eux aussi préoccupés par leur problème. Et ce ne sont pas les incantations et les promesses faites à la fin de chaque Sommet des chefs d'Etat qui nourriront les milliards d'humains. Et la communauté internationale n'est pas à un paradoxe près. L'augmentation de l'Aide Publique au Développement (APD) actée à Gleneagles en 2005 et réitérée en 2009 à l'Aquila n'est que pure communication. Combien de pays européens ont-ils tenu leur engagement de consacrer 0,51% de leur PNB à l'APD ? De même que lors de la conférence internationale sur le changement climatique de Copenhague en 2009, l'ONG Oxfam dénonce l'absence d'engagement chiffré sur le financement de l'adaptation climatique dans les pays pauvres. En ce qui concerne la part de l'aide au secteur agricole dans l'APD, elle n'a cessé de dégringoler passant de 19% en 1980 à 3% de nos jours !

## AGRICULTURE INTELLIGENTE

L'urgence et le tocsin ont été sonnés par les experts depuis plus de 20 ans. Mais la mobilisation internationale vogue au gré des actualités brûlantes. La prise de conscience arrive d'une image ou d'une vedette internationale qui se scandalise. Dans les pays en voie de développement, un ménage consacre en moyenne 60% de son budget mensuel pour se nourrir. Il y a quelques années, 1 ha pouvait subvenir aux besoins de 4 personnes alors que d'ici 2050, le ratio sera de 8 personnes pour la même superficie. En d'autres termes, si on ne pratique pas une agriculture intelligente, il sera très difficile de nourrir toute la planète. Le choix d'une politique agricole préconisée par certains dirigeants africains et une étude récente de la FAO sont-ils pertinents ? Il s'agit de mener de front une culture vivrière et la plantation à grande échelle d'agro-carburant très voraces

en eau. Elle permettrait d'accroître la sécurité vivrière et énergétique des pays tout en réduisant la pauvreté. Le Brésil commence aujourd'hui à déchanter. Les champs de canne à sucre destinés à l'éthanol absorbent et captent la moitié de sa surface à irriguer. De plus, une agriculture extensive provoquerait un exode rural vers les bidonvilles, et grossirait les bouches à nourrir dans les grandes agglomérations.

La tentation d'introduire des OGM dans les semences doivent être l'objet d'une étude approfondie. Certes, ils peuvent augmenter les rendements proportionnellement à la superficie cultivée mais ils s'avèrent que les pourvoyeurs de grains ne sont pas des philanthropes. Les sociétés comme Monsanto vendent des semences à usage unique ; ce qui veut dire que les pays qui ont opté pour cette variété doivent acquérir tous les ans de nouveaux semis.

## PASSE D'ARME LULA ET WADE



La flambée des prix alimentaires est en train d'atteindre la cote d'alerte et accroît l'instabilité politique, a averti 19 février à Paris lors de la conférence des ministres des Finances, le Président de la Banque Mondiale, Robert Zoellick. Il a

appelé les dirigeants du G20 à « considérer l'alimentation comme une priorité numéro un en 2011 ». Maintenant que le fléau menace la stabilité de l'économie mondiale et que les régimes longtemps soutenus pas les américains et les européens vacillent, eh bien, les IFI s'empressent de décréter l'urgence absolue. Rappelons tout de même que les services de la dette c'est-à-dire les intérêts que les pays en voie de développement se sont acquittés depuis 40 ans ont déjà couvert le triple des capitaux empruntés. Oui, il faut résoudre le problème à très court terme mais encore faut-il que les mesures préconisées par le président actuel du G20, Nicolas Sarkozy soient applicables. Le ministre français de l'Agriculture, Bruno Lemaire préconise un contrôle du marché pour éviter les effets spéculatifs et stabiliser les prix. Mais cette mesure reste inefficace face à une directive européenne de 2007 qui a cassé le monopole des places boursières. Elle a ainsi engendré un monstre appelé : dark pools. Il s'agit de marchés parallèles qu'aucune autorité de régulation n'est en mesure de contrôler les

agissements et qui crée de nouveau des bulles financières dans des secteurs où ils s'introduisent. D'autre part, la France recommande une meilleure transparence sur les stocks internationaux grâce à des outils statistiques ; et surtout « des échanges d'information et des outils d'intervention plus rapides afin d'orienter les excédents éventuels vers des régions en déficit... »

La controverse entre le président sénégalais Abdoulaye Wade et l'ancien président brésilien Lula est éloquent. Lors du dernier Forum Social Mondial (FSM) de Dakar, Lula a stigmatisé les dogmes libéraux longtemps imposés aux pays les plus pauvres. Il prône aujourd'hui un « nouveau modèle de développement et une indépendance alimentaire de l'Afrique ». Tandis que son hôte défendait vaille que vaille l'économie de marché. Abdoulaye Wade prétendait que le Sénégal aurait déjà atteint l'autosuffisance alimentaire. « Il y a quatre ans, nous importions 600.000 tonnes de riz (...) Eh bien aujourd'hui, le Sénégal est autosuffisant » disait-il ; une affirmation qui est loin de faire l'unanimité dans la mesure où son pays importe toujours du riz mais aussi des produits de première nécessité. Selon les experts, le Sénégal couvre à peine un tiers de ses besoins en riz. Il est tout à fait légitime qu'il défende le bilan de sa Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA) lancée en 2008, il était à la recherche de financement d'environ 345 milliards FCFA (520 millions Euros) pour acheter des semences et de l'engrais ; mais de là à travestir la réalité !

Pour lui permettre de se développer, l'agriculture des pays du Sud doit bénéficier d'une certaine forme de protectionnisme, même limitée dans le temps. Les pays industrialisés sont-ils prêts à accepter une asymétrie des échanges commerciaux avec les pays membres de l'ACP ? Certains pays membres de l'UE seraient sans doute ouverts à ce genre de solutions ; mais ces mesures vont à l'encontre des règles de l'OMC. Cette crise alimentaire deviendra un des facteurs principaux d'instabilité des régimes politiques. Mais le développement de l'agriculture sera également source de querelle de voisinage. L'Égypte acceptera-t-elle que les pays en amont du Nil (Soudan, Ethiopie) puissent détourner une partie du fleuve pour ses besoins hydroélectriques et agricoles ? Remettre en cause les traités de 1929 et de 1959 sur le partage des eaux du Nil équivaut à un casus belli. L'Éthiopie envisage pourtant de construire un autre barrage pour lui permettre de lancer son programme agricole.

ALEX ZAKA



**L'INCONDITIONNEL**

**“Je suis dans la joie, une joie immense, je suis dans l’émotion car Yahvé m’a libérée. Mon papa, il est fidèle, il ne m’abandonne jamais...” Chaque jour, j’honore mon Dieu et j’essaie de m’accrocher à ces paroles et j’ai dû une fois de plus, les mettre à l’épreuve quand, au cours de mon dernier bilan, mon médecin me demanda si j’étais à jour.**

**E**tre à jour... oui, j’étais à jour avec l’amour. Je retombais, je me relevais et je croyais même que pour une fois j’étais sur le bon coup. Cela n’avait rien à avoir avec mes escapades vieillissantes du tour des rockers eux-mêmes vieillissants, ou du temps gaspillé en compagnie de vieux roublards, blasés, gueulards et aigris qui se faisaient encore passer pour de jeunes premiers. Il était là. Il était là et je pensais avoir enfin déniché le trésor, mon diamant noir. Didimadi, l’oiseau rare. Oui, il était là mon Sibair et ma poitrine s’en était élargie de fierté. Mes fesses rebondissaient quand je marchais, ma peau était devenue lisse. J’étais invincible. Il m’avait assurée que les choses ne seraient plus comme avant.

Que cette vie grâce à lui, serait différente. Que ce n’était pas grave tout cela, qu’il était là pour de vrai, pour parler, et pour le reste et pour tout. Nous en avions ri et du reste et de tout et ce fut encore, un autre fiasco.

J’étais devant ce médecin et je devais signer ce papier pour connaître ma sérologie avant même de décider si je devais garder cette grossesse, cet autre enfant que j’allais élever seule, moi qui ne peux toujours pas subvenir à mes propres besoins. Je n’étais plus sûre de terminer mes études d’avocat et j’étais là dans la terreur à l’idée d’un résultat positif.

Si je devais choisir ma mort, que choisirais-je ? Agoniser à petit feu d’une maladie incurable ? Me jeter d’un immeuble ? Bruler vive ? De nos jours, les choses n’étant plus aussi simples. Le seul souci n’est plus de se faire briser le cœur par un homme ou de se faire coller un enfant au dos à élever toute seule mais au 21ème siècle, aimer un homme pourrait tout aussi signifier, mourir à cause de lui, avec lui ou pour lui si tu ne faisais pas attention. Nous sommes dans les années où le sida est roi et sachant combien de fois, il est difficile d’aller faire le test de dépistage soi-même, on ne s’imaginerait pas l’imposant à l’autre. Surtout quand on est amoureux et que nous voudrions plutôt rentrer dans le ventre du si cher amour absolu du moment... Le cœur perd sa raison et "les parties intimes", seules directrices de nos sens chantent leur symphonie et tout ce que l’on recherche dans ces cas précis, c’est le septième ciel pour

la délivrance. Devant l’infirmière qui prélevait mon sang je tendis mon bras et je regardai la petite seringue transpercer ma veine en tremblant. Je n’étais plus aussi invincible que cela. De quoi était-il mort l’autre ? Et lui, quelle était la vraie raison de sa séparation d’avec son ex copine ? Pourquoi avais-je été aussi négligente. Qu’ai-je donc de si spécial pour que Dieu m’épargne ? Oui maintenant je mettais le fardeau sur lui. J’avais le vertige et je dus m’assois pensant au nombre de partenaires qui étaient passés par là. Ma petite "intimité" ! J’étais sidérée. Avais-je été chaque fois prévenante sur ma vie ? Je me rendis compte que j’avais souvent pris la mauvaise décision me basant sur l’amour. Mais, qui vaut la peine que l’on laisse des enfants orphelins derrière soi ? Qui ? Lui ? Je voulais rire !

Jeune ou vieille, achète tes propres préservatifs et si tu as tant confiance en ton mec, prends courage et allez vous faire dépister à deux. Si ta survie dépend des sautes d’humeur d’autrui, ce n’est pas grave, mais, quand tu subiras la phrase "mets toi à l’aise" fais ça avec classe et sors un préservatif de ton sac. Il y en a de toute sorte, de toutes les couleurs et de toutes saveurs maintenant. Raconte-lui que le chocolat ou la vanille te rappelle sa peau, la fraise le goût de sa bouche et que tu as acheté cela en pensant à lui. Si tu dois faire

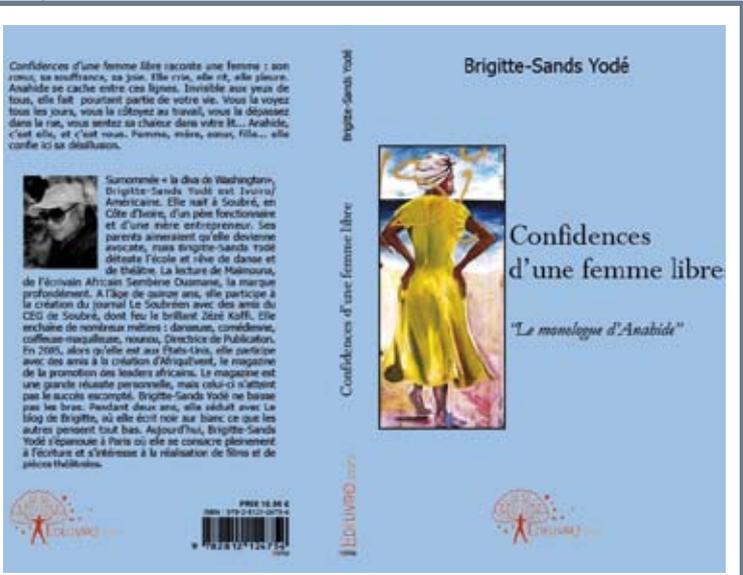
le nécessaire pour survivre, choisie la vie. Elle vaut toute sa peine. Chaque jour naît un nouvel espoir. La maladie ne connaît pas les problèmes que tu as déjà connus avec les hommes. Ce n’est pas une maladie ni pour les homos ni pour les jeunes. Tout le monde est concerné et quand tu rencontres quelqu’un, il faut prier déjà que ce soit un bon pion mais le plus important surtout c’est de te protéger car on peut trouver un bon coup n’importe où mais la vie personne ne te la redonnera quand tu la gaspilleras. On comprend qu’après 50 piges un homme peut avoir l’érection irrégulière et légère mais ce n’est

pas une raison pour qu’on l’accepte sans protection de peur de faire une panne technique, il y a la pilule bleue pour cela. Et puis franchement, l’extase, ne dure après toute cette chaleur que 8 secondes. C’est vrai que l’on meurt de quelque chose mais pas si l’on peut l’éviter. Il faudra penser à demain. Quand, à cause de la honte, on accusera la sorcellerie dans une autre logique qui mènerait à citer toute maladie autre que le sida qui en fait est un virus qui rend le corps humain susceptible, accessible et défaillant à toute autre maladie, il faudra penser au fait que nous avons des solutions aujourd’hui. Dans les pays occidentaux, les soins sont gratuits et même dans de nombreux pays du tiers monde il y a un plan de secours pour prolonger la vie. Il n’y a pas lieu d’être embarrassé et de mourir par stupidité. Bien sûr, il faudra prendre soin de soi et vivre au mieux dans l’hygiène pour ne pas devenir une autre arme fatale contre les autres. Oui, j’ai pleuré en attendant mes résultats mais aujourd’hui je pleure ceux qui n’ont pas encore compris. Ceux qui vivent encore dans l’ignorance car il vaut mieux savoir. Ces hommes qui décident de s’approprier toutes ces femmes, ces insatisfaits qui tapent dans tout ce qui bouge et qui rentrent dans n’importe quel trou, ces insensés et puis, je déplore ces femmes qui les suivent et qui font semblant de ne pas savoir le danger qu’elles encourent.

L’inconditionnel. L’amour, le vrai commence par soi-même. Devoir s’aimer complètement avec ou sans gloire. Pouvoir s’accepter tels que nous sommes. Prendre soin de soi. C’est avant tout, se faire dépister pour connaître sa sérologie. C’est de faire ce qui est mieux pour soi, pour ses enfants, pour sa petite famille, pour un être cher qui nous veut ici bas. Regarde autour de toi, protège-toi, protège les autres, Plus rien n’est tabou. La vie est précieuse. Prenons en soin. Dieu nous protège! Ce soir, avant de livrer ton "intimité", tu devrais réfléchir à la meilleure façon de l’offrir. Attendre le mariage avant d’avoir des rapports? Se protéger ou pas? Nous avons toujours un choix, même dans les feux de la passion qui de plus est passagère.

**BRIGITTE YODE**  
Bri2paris@yahoo.fr

**ON COMPREND QU’APRÈS 50 PIGES UN HOMME PEUT AVOIR L’ÉRECTION IRRÉGULIÈRE ET LÉGÈRE MAIS CE N’EST PAS UNE RAISON POUR QU’ON L’ACCÉPTE SANS PROTECTION DE PEUR DE FAIRE UNE PANNE TECHNIQUE, IL Y A LA PILULE BLEUE POUR CELA.**





## LE CHANTAGE AUX PAPIERS EST UNE VIOLENCE CONJUGALE



**Parler de violences conjugales à l'occasion de la journée internationale de la femme le 8 mars n'a rien de nouveau. C'est un grand classique. Mais cette question restera d'actualité tant que les violences n'auront pas cessé. S'il est vrai que les femmes ne sont pas les seules victimes, que les violences touchent également les hommes, à tout seigneur tout honneur ! C'est la journée de la femme !**

**D'**ailleurs, en 2010, la lutte contre les violences faites aux femmes a été proclamée grande cause nationale parce qu'elles sont considérées comme plus vulnérables.

De plus, en ma qualité d'experte en droit des étrangers, j'ai pu observer que les femmes étrangères en sont doublement victimes. En tant qu'étrangères, en plus des violences conjugales qu'elles peuvent subir, elles sont soumises à un ensemble de textes et de pratiques plus restrictifs.

Conjointes de français ou de résidents, mères d'enfants français ou non, en situation régulière ou pas, elles font souvent l'objet de chantage aux papiers, de confiscation du passeport et de refus de délivrer certains documents nécessaires à la régularisation...

Comment agir face à cette violence ? Quel choix une victime de violences conjugales a-t-elle entre d'une part quitter son conjoint, avec le risque de perdre son droit au séjour, ou d'autre part rester et subir les violences ?

### QUELLES SONT LES FORMES DE VIOLENCES CONJUGALES LIÉES AU SÉJOUR ?

Rappelons que la loi du 9 juillet 2010, relative aux violences faites spécifiquement aux femmes au sein des couples mariés, en concubinage ou pacés, a créé un nouveau délit de violences psychologiques ; il est désormais prévu que les atteintes volontaires à l'intégrité de la personne sont réprimées quelque soit leur nature, il y a donc violence y compris en l'absence de coups portés à la victime.

En conséquence, les violences peuvent être

physiques, sexuelles, verbales, économiques...

Les femmes étrangères sans-papiers courent des risques spécifiques liés à leur situation administrative en France, elles sont exposées aux risques d'interpellation et d'expulsion ; souvent victimes des conditions d'hébergement contraires à la dignité humaine, de l'isolement culturel, elles sont parfois victimes de violences psychologiques : contraintes, chantages aux papiers, humiliations, dénigrement, harcèlements, menaces, manipulations, injures :

**« Espèce de sans-papiers, je ne t'accompagne plus à la préfecture et je vais même dénoncer le mariage ou refuser de reconnaître l'enfant »**. Il arrive très souvent que les auteurs de ces violences n'hésitent pas à adresser un courrier au préfet ... puis, lors des rendez-vous en préfecture, les choses se corsent, ces derniers confisquent les documents nécessaires à la régularisation : passeport, livret de famille ou carnet de santé... Sans justificatifs d'identité, il leur est impossible d'établir leur nationalité, de régulariser leur situation, de faire valoir leurs droits.

Dans le cadre des permanences que j'assume je rappelle systématiquement aux femmes victimes que, sous toutes ses formes, ces violences ont de graves conséquences sur la santé et qu'elles sont une atteinte à leur dignité et à leurs droits, ce sont des infractions que la loi réprime. Elles ne doivent pas considérer leur situation comme une fatalité.

Accompagnées dans leurs démarches, il arrive que ces femmes étrangères victimes choisissent de mettre fin à ces violences mais elles se retrouvent très vite dans une situation

de dépendance économique et de précarité extrême, dans un cercle vicieux : comment quitter leur conjoint alors qu'elles n'ont pas de titre de séjour et sont parfois sans ressources ? Il est d'autant plus difficile pour elles de se libérer qu'elles sont souvent confrontées à d'autres violences venant des préfectures qui n'appliquent pas la loi ou qui développent des pratiques abusives encadrées par une législation inadaptée ou insuffisante.

Il suffit de rappeler que les articles L 312-12 alinéa 2 et L 431-2 alinéa 5 du CESEDA conditionnent la délivrance et le renouvellement du titre de séjour des conjoints de français ou les conjoints étrangers entrés dans le cadre du regroupement familial à la « communauté de vie » entre les époux ; Les victimes de violences conjugales se retrouvent ainsi enchaînées à leurs conjoints violents et peu importe leurs conditions de vie dans leur foyer tant qu'elles produisent les preuves de vie commune. Inégalité de traitement, injustice, discrimination ! La loi protège la femme contre le conjoint violent mais la femme étrangère est considérée différemment.

QUEL PARADOXE ! LA LOI AJOUTE LA VIOLENCE, à LA VIOLENCE en enchaînant les victimes étrangères à leurs conjoints violents.

### COMMENT OBTENIR LE TITRE DE SÉJOUR LORSQUE LA COMMUNAUTÉ DE VIE A ÉTÉ ROMPUE DU FAIT DES VIOLENCES SUBIES ?

En théorie, une femme peut obtenir un titre de séjour si elle est victime de violences conjugales entre son arrivée en France et la délivrance de sa première carte de séjour ; elle peut également obtenir le renouvellement après avoir quitté son conjoint violent : le préfet apprécie sa situation et décide de renouveler ou non le titre de séjour ;

En pratique, la situation est bien différente et l'application de la loi varie d'une préfecture à l'autre. Avant toute démarche je m'assure donc que la personne est soutenue dans ses procédures judiciaires, sur le plan pénal et civil, et qu'elle dispose bien d'un hébergement et d'un endroit sûr où laisser ses papiers et

divers documents.

Il est nécessaire de produire les preuves des violences alléguées, tels que des certificats médicaux, des attestations... mais surtout il faut être très vigilant sur le caractère abusif de certaines preuves demandées par la préfecture : ainsi un divorce pour faute ou une condamnation au pénal du conjoint violent ne sont pas des justificatifs légalement requis.

Il est essentiel toutefois de déposer une plainte ou de faire une main courante contre le conjoint violent.

### UN SANS-PAPIERS PEUT-IL DÉPOSER PLAINTE AU COMMISSARIAT ?

Quand les victimes n'ont pas de titre de séjour, elles hésitent parfois à porter plainte de peur d'être interpellées et expulsées.

Eh oui ! Toute personne victime de violences fut-il sans-papiers a le droit de déposer plainte sans courir le risque de se faire interpellé.

Mais, en pratique, pour éviter le risque d'interpellation, j'oriente la victime vers un commissariat où il y a des référents violences ou je l'y accompagne directement ; Il est toutefois important de bien distinguer la main courante de la plainte.

En ce que la main courante est le registre sur lequel la victime fait inscrire sa déclaration et la plainte est la démarche juridique qui permet de faire poursuivre l'auteur des faits en justice et, s'il est reconnu coupable, de le faire condamner pénalement.

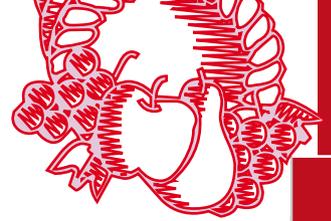
Dans tous les cas, Le code de procédure pénal oblige la police judiciaire à recevoir les plaintes déposées par les victimes d'infractions à la loi pénale et de les transmettre, le cas échéant, au service ou à l'unité de police judiciaire. Et les tribunaux ont déjà jugé que le contrôle d'identité pratiqué au moment du dépôt de plainte ne repose pas sur un indice laissant présumer que la victime a commis une infraction ; une interpellation d'une plaignante dans un commissariat, attentatoire aux droits de la victime est donc irrégulière.

Pour conclure, au-delà de toutes ces informations juridiques et conseils pratiques, il est essentiel pour une première demande ou un renouvellement de titre de séjour, de bien analyser et de mettre en avant la situation globale de la personne victime de violences conjugales et c'est pour les y aider que l'association IJE propose un accompagnement efficace.

**Cécile DIMOUAMOUA**  
Présidente I.J.E.

**Permanences d'accueil sur rendez-vous :**  
Maison des associations 12ème  
181, avenue Daumesnil  
Téléphone : 06 50 04 64 20  
Email : [contact@ije-asso.fr](mailto:contact@ije-asso.fr)

# Gastronomie



## CREVETTES PANÉES AU GINGEMBRE ET SA PURÉE DE PLANTAINS



Cuisson et préparation 1h00    Difficulté \*    Pour 1 Personne

### \*\*\*INGREDIENTS

6 grosses crevettes (ou gambas)  
1 banane plantain mûre  
1 bain d'huile de friture  
10 cl d'huile de palme  
Sel, Poivre noir  
1 pointe de couteau d'ail écrasé.  
Farine et Chapelure  
Gingembre en poudre  
1 piment rouge  
1 oeuf



### \*\*\*PREPARATION

Enlevez et conservez les têtes des crevettes, décortiquez-les en laissant la queue pour décorer, ouvrez-les au couteau le long de la nervure pour les aplatir, lavez-les, salez et poivrez puis ajoutez une pointe d'ails écrasés.

Mélangez la farine et la chapelure dans une assiette.

Mettez le gingembre en poudre dans une assiette.

Battez un œuf entier dans un bol puis salez légèrement.

Mettez de l'huile de friture à chauffer dans une casserole.

Roulez les queues de crevettes dans le mélange farine/chapelure en appuyant bien puis, trempez-les dans l'œuf battu et pour finir dans le gingembre.

Mettez à frire les queues et les têtes de crevettes dans l'huile chaude pendant 2 à 4 minutes en fonction de la température de l'huile, jusqu'à ce que la panure des crevettes soit bien dorée.

Réservez les crevettes sur un papier absorbant avant de dresser l'assiette.

Pour la purée de plantain : Épluchez et mettez à cuire la banane plantain à la vapeur pendant 15 minutes. Coupez le piment en quatre dans le sens de la longueur. Hachez-le finement en prenant soin de retirer les pépins. Chauffez un peu d'huile rouge pendant 5 à 10 minutes ajoutez les morceaux de banane, le piment frais, le sel puis travaillez le tout à la fourchette pendant 10 minutes à feu doux pour obtenir une purée.

Servez chaud.

**Bon appétit**  
Danielle EBENGOU

# HOROSCOPE

## BELIER

Vous savez vous faire apprécier et faites preuve de beaucoup de persévérance. Côté cœur vous êtes sur un petit nuage. Célibataires n'hésitez pas à faire le premier pas. Vous faites tout pour faire aboutir vos projets. Sur le plan physique ménagez-vous.

## TAUREAU

Moral au beau fixe ! Vous rayonnez ! Attention néanmoins côté professionnel à ne pas heurter certaines personnes. Sentimentalement période très agréable. La patience est de mise pour voir aboutir vos projets. Prenez le temps de savourer vos repas !

## GEMEAUX

Beaucoup de nervosité ce mois-ci votre partenaire et vos amis en font les frais. Célibataires : le coup de foudre ne sera pas pour maintenant. Votre planning est remanié et cela vous déplaît ! Une légère fatigue se fera sentir au cours du mois.

## CANCER

Faites preuve de diplomatie et soyez moins exigeante ! Sur le plan affectif de bons moments sont à prévoir. Vous allez trop vite, prenez le temps de la réflexion. Malgré votre vitalité vous avez quelques problèmes d'articulaires.

## LION

Votre autorité naturelle se mêle à votre charme et vous arrivez à vous imposer. La chance est de votre côté ! Ce mois-ci toutes vos entreprises ont la chance d'aboutir. Essayez de vous reposer un peu !

## VIERGE

Vous êtes peu loquace et vous restez dans votre coin ce qui ne plaît pas à votre Partenaire. Célibataires : c'est le calme plat ! Professionnellement faites un peu le point. Quelques moments de spleen ! Faites du sport cela vous fera du bien !

## BALANCE

Vous séduisez et en profitez un peu trop ! Attention !! Un mois qui démarre sur les chapeaux de roues et cela ne vous déplaît pas. Allez chez le dentiste ! Pour canaliser votre trop plein d'énergie faites du sport !

## SCORPION

Vous êtes sur un nuage, votre joie fait l'unanimité autour de vous ! Un coup de foudre ce mois-ci ? RelaxeZ-vous et prenez le temps de vivre.

## SAGITTAIRE

Période de douceur avec votre partenaire. Vous n'êtes pas assez sûre de vous ne prenez donc aucune décision. Vous vous sentez d'humeur pessimiste sans aucune raison. Restez en dehors de certaines discussions ! Humeur en dents de scie !

## CAPRICORNE

Évitez les conflits inutiles ! Tout s'embrouille dans votre tête, pas de précipitation réfléchissez avant d'agir. Soyez diplomate. Votre ambition vous donne les moyens de réaliser vos projets. C'est la pleine forme

## VERSEAU

Votre sensibilité est mise à rude épreuve mais essayez de vous calmer. Vous voulez vous affirmer et cela crée des conflits sur le plan professionnel. Vous êtes lunatique en ce moment ! Attention aux migraines !

## POISSONS

Remettez-vous en question sentimentalement et évitez de manipuler les autres ! Sur le plan professionnel vous vous imposez. RelaxeZ-vous car vous êtes tendue !

## Jeux : SUDOKU

9	6		7	3				
1	2	7				5	4	3
			2	7	6			
3	4	8				7	6	2
			4	8	3			
6	8	5				2	9	1
				5	8		3	6

			7		3			1
		6			2			7
		8		1	4			9
	2		1	8			4	
	9	1				2	6	
	3			5	9		7	
2			4	7		3		
7			9			5		
4			6		1			



**CIGL**

SITE : WWW.CIGL.FR

Votre Solution Transport



### NOS ACTIVITES

#### Routier



#### Maritime



#### Aérien



#### Fluvial



#### Ferroviaire



Ne pas jeter sur la voie publique

# Transport International Affrètement ▫ Logistique ▫ Import-Export Commerce International ▫ Négoce

## NORD PAS DE CALAIS

18, Avenue de Flandre  
F - 59170  
CROIX (LILLE)

## RÉGION PARISIENNE

12, rue des Noël  
F - 92230  
GENNEVILLIERS

**« Ne cherchez plus, CIGL s'occupe de tous vos envois »**  
Service adapté à vos besoins et à votre budget

**Devis gratuit**

### \* Une équipe à votre service

- Lundi au Vendredi
- 🕒 de 8h30 - 18h30
- Samedi sur RDV

📞 **06 64 32 57 93**

📞 **03 20 75 79 60**

📞 **01 47 93 63 86**

**Plan au dos**

➔ **Afrique** ➔ **Amérique**

➔ **Asie** ➔ **Europe**

### \* NOS PARTENAIRES

- **Transporteurs** • **Entreprises**
- **Commerçants** ▪ **Particuliers**

#### Centrale d'Achat



#### Groupage



#### Conteneurs



#### Véhicules



#### Lettres Colis



#### Bagages



SARL CIGL au capital de 25000€ · RCS Roubaix-Tourcoing SIRET: 5108148580013

Siège : 18 Résidence Flandre - Av. Flandre • 59170 CROIX · info@cigl.fr • Tél./Fax 0 320 757 960

Région Parisienne : 12 rue des Noël • 92230 GENNEVILLIERS • Tél. 01 47 93 63 86



telesud

regardez nous autrement.



Retrouvez nous sur:

**NSUF**

canal 443



canal 380

*free*

canal 187

 numericable

canal 97

**Bbox**

canal 215

**CANALSAT**

canal 12

Satellite  
HotBird 6

canal 128

  
internet

canal 187



ainsi que sur [www.telesud.com](http://www.telesud.com)